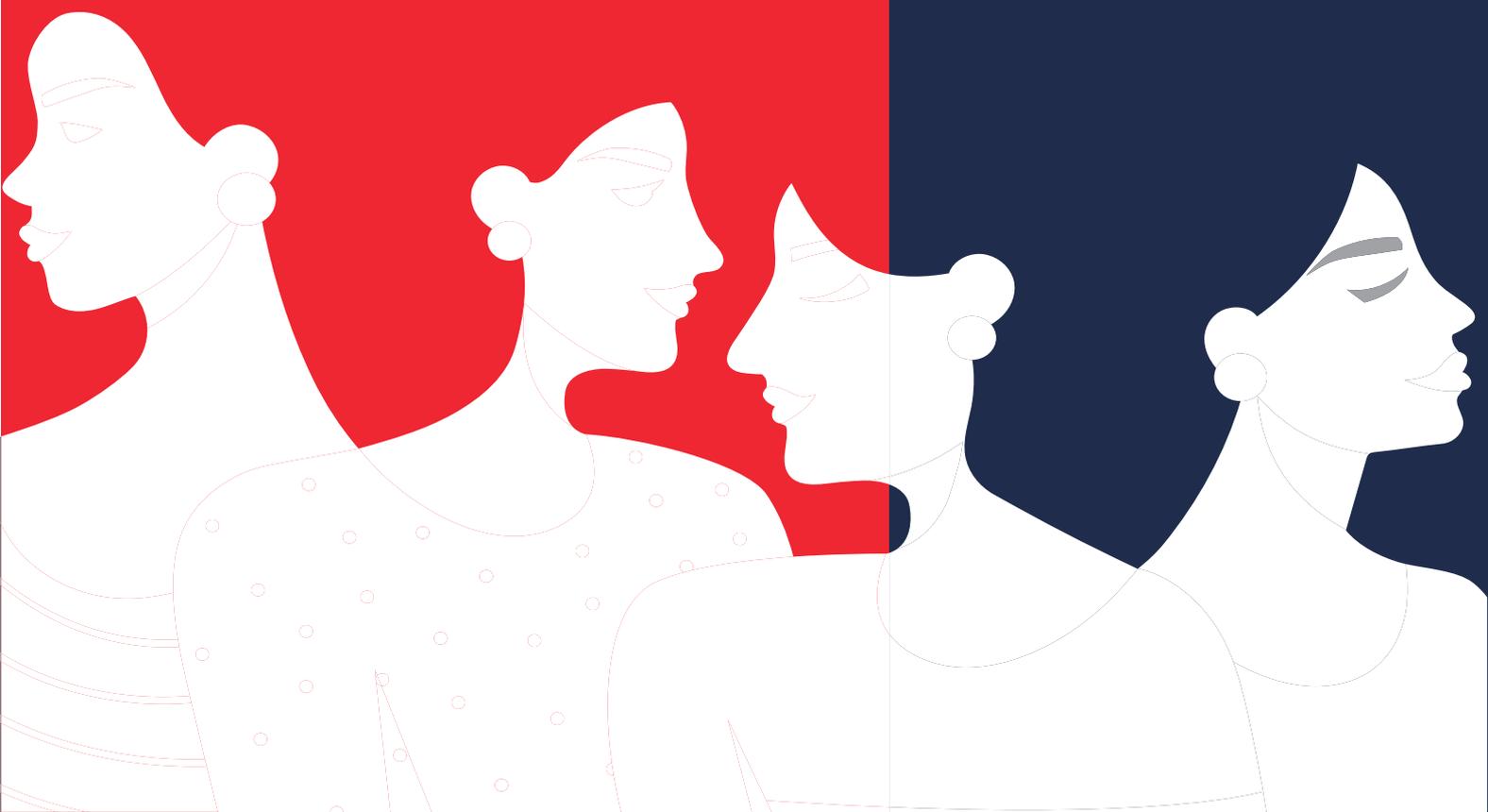




Rapport d'analyse qualitative et quantitative des besoins spécifiques des femmes à Gabadji à Sousse



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération Suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC



Cities Alliance
Cities Without Slums

Hosted by
UNOPS

Sommaire

I. Introduction.	7
II. Méthodologie adoptée.	10
1. Méthodologie de l'enquête qualitative	12
2. Méthodologie de l'enquête quantitative	14
2.1. Méthodologie de l'enquête quantitative	15
2.2. Échantillonnage, composition et taille de l'échantillon	15
2.3. La collecte des données	17
2.4. Le traitement informatique des données collectées	18
III. Analyse des données.	20
1. Présentation des résultats de l'enquête qualitative	21
1.1. Mémoire collective et représentations du quartier Gabadji	21
1.1.1. Un passé encore vivant: et si Gabadji m'était conté...	22
1.1.2. L'oubli de la Cité : jeunes et mémoire au présent	23
1.2. Mutations spatiales et mobilités sociales	24
1.2.1. Gabadji : une architecture dégradée	24
1.2.2. Mobilité et insertion socioéconomique : le quartier et son double.	25
1.3. Violences, comportements à risque et insécurité	27
1.3.1. Violence à l'égard des femmes	28
1.3.2. Le travail de sexe informel : une autre forme de précarité des femmes à Gabadji	28
1.3.3. Jeunes et comportements à risque : les dilemmes du vivre ensemble.	29
1.3.4. Jeunes et comportements à risque : les dilemmes du vivre ensemble.	29
1.3.4.1. Jeunes et comportements à risque : les dilemmes du vivre ensemble	30
1.3.4.2. Facteurs économiques	30
1.3.4.3. Facteurs scolaires	30
1.3.4.4. Facteurs Sociaux	30
1.3.4.5. Facteurs psychologiques.	31
1.3.5. Jeunes et comportements à risque : les dilemmes du vivre ensemble.	31
1.3.5.1. La migration illégale : de l'échec scolaire à la décision de migrer...	31
1.3.5.2. La consommation de la drogue : un quotidien parmi d'autres	32
1.4. Autonomisation économique des femmes : levier et maillon essentiel pour l'inclusion du quartier	33
1.5. Les produits de tiroir comme opportunités pour l'autonomisation économique des femmes	34
1.6. OVOP un modèle de développement favorisant l'autonomisation économique des femmes	35
1.7. Autonomisation économique des jeunes: une panne à géométrie multiple	36
1.8. Déficit scolaire aboutissant à un décrochage très élevé	36
1.9. Manque d'opportunités et désengagement de l'Etat.	37
1.10. Acteurs sociaux et engagement citoyen	37
1.12. Crise de valeurs et déclin institutionnel.	38
1.11. Facteurs entravant la citoyenneté active des jeunes et des femmes de Gabadji	38

2. Présentation des résultats de l'enquête quantitative	39
2.1. Situation sociodémographique	39
2.1.1. Âge et situation matrimoniale	40
2.1.2. Composition des ménages	42
2.1.3. Catégories socioprofessionnelles	42
2.1.4. Niveaux de scolarisation	44
2.1.5. L'ancienneté de la résidence et de l'activité commerciale	45
2.2. Gabadji comme espace de vie ou d'activité économique	46
2.2.1. La représentation des habitants de leur quartier	46
2.2.2. La vie à Gabadji selon les enquêtés.	47
2.2.3. Les raisons du choix d'habitation à Gabadji	48
2.2.4. Les préoccupations environnementales actuelles des habitants	49
2.2.5. Propositions d'actions pour améliorer la qualité de vie à Gabadji	51
2.2.6. Les éléments perçus comme manquants dans le quartier	53
2.2.7. Les modes de déplacement	54
2.2.8. Les modes de déplacement	55
2.3. L'insécurité	55
2.3.1. Les principaux souhaits d'amélioration sur le quartier	57
2.4. Le tissu social du quartier: les attributs et les contraintes	58
2.4.1. Perceptions des relations et affinités de proximité	58
2.4.2. Solidarité et entraide de proximité	59
2.4.3. Qualification des rapports entre les habitants du quartier	59
2.4.4. Facteurs ou comportements reniés ou invalidés	60
2.4.5. Obstacles perçus à l'égalité Femmes-Hommes	62
2.5. Abus, violation des droits humains et VBG	63
2.6. Mesures et/ou actions pour lutter contre les abus, la violation des droits humains et VBG	65
2.7. Questions générales	66
2.7.1. Degré de confiance dans les institutions locales	66
2.7.2. Participation citoyenne, politique et civique	67
IV. Les recommandations	69

Liste des Figures

1. Limite administrative de GADADJI	9
2. Atelier d'engagement des parties prenante	11
3. Niveaux de sécurité à Gabadji	28
4. Repérages des activités économiques	34
5. Répartition des sondés de 18 ans et plus par situation matrimoniale	42
6. Répartition des sondés de 18 ans et plus par situation matrimoniale.	43
7. Répartition des sondés par catégories socio professionnelles	44
8. Répartition des sondés par niveau d'instruction et selon le genre	45
9. Pouvez-vous dire en quelques mots ce que le quartier Gabadji représente pour vous ? .	47
10. Selon vous, la vie à Gabadji vous semble dynamique, agréable, paisible ou ennuyeuse ?	48
11. Les principales raisons du choix d'habitation à Gabadji selon le genre	49
12. Les préoccupations environnementales actuelles des habitants de Gabadji	50
13. Propositions d'actions pour améliorer la qualité de vie à Gabadji selon le genre	52
14. Propositions d'actions pour améliorer la qualité de vie à Gabadji selon le genre	54
15. Répartition des sondés par mode de déplacement	55
16. « Est-ce que votre quartier est bien desservi par les transports publics ? »	56
17. L'appréhension de l'espace public selon le genre	56
18. Lieux et raisons évoquées concernant l'insécurité selon le genre	57
19. « Avez-vous des relations ou des affinités avec les habitants du quartier ? »	59
20. « Vous trouvez qu'il y a de la solidarité entre les habitants du quartier ? »	60
21. Degré de satisfaction des relations avec autrui.	60
22. Facteurs ou comportements reniés ou invalidés	61
23. Facteurs ou comportements reniés ou invalidés.	61
24. Obstacles perçus à l'égalité Femmes-Hommes	63
25. Obstacles perçus à l'égalité Femmes-Hommes	64
26. Mesures et actions pour lutter contre les abus, la violation des droits humains et VBG. .	66
27. Mesures et actions pour lutter contre les abus, la violation des droits humains et VBG. .	67
28. Proportions d'acceptation des participations citoyenne, politique et civique	68

Liste des Tableaux

1. Composition et taille de l'échantillon de l'enquête quantitative 16
2. Répartition des sondés par tranches d'âges 36
3. Ancienneté de résidence ou de travail à Gbadji et modes d'occupation de l'habitat 42
4. Si vous devez améliorer certaines choses sur votre quartier, que diriez-vous ? 52



Introduction et Aperçu du Contexte



I. Introduction

Les problématiques des quartiers populaires, à l'image des autres quartiers comme ceux des Médinas et les centres anciens sur le territoire Tunisien, ne sont pas parvenues à sortir des difficultés dans lesquelles ces quartiers sont plongés. Malgré l'implication de l'Etat et des collectivités locales depuis des années, ces quartiers sont plus, que dans d'autres quartiers des villes tunisiennes, l'épicentre de difficultés qui s'accumulent et qui constituent des handicaps majeurs et structurels comme la pauvreté urbaine, le chômage, la précarité des conditions de vie, la vulnérabilité, l'exclusion de larges couches de la population, les rapports sociaux de sexe et la place des femmes en termes d'engagement et de participation à l'échelle de la ville.

Même si les femmes de ces quartiers font souvent l'objet d'attentions multiples qui permettent, par la mise en place des politiques publiques urbaines et sociales, de tenir debout et qui font dire que dans les quartiers : « l'exclu n'existe pas », seule une poignée d'entre elles arrivent à se prémunir contre l'exclusion de la sphère socioéconomique et politique contre une majorité qui réclament encore des revendications sociales, économiques et territoriale.

C'est dans ce contexte particulier que Femmedina, le programme de Ville Inclusive à Sousse, a été implémenté par l'Alliance des Villes (Cities Alliance) hébergée par INOPS en Tunisie en coordination avec la municipalité de Sousse et financé par la Direction du Développement et de la Coopération Suisse (DDC). Ce programme vise à créer des espaces publics plus sûrs, adaptés aux besoins des femmes afin de renforcer leur participation économique, politique, sociale et culturelle. Le projet cible particulièrement le quartier Ga Badji Grandi de la ville de Sousse (Fig.1). En plus de réhabiliter les espaces urbains et d'améliorer leur sensibilité au genre, le projet aspirait également à institutionnaliser un processus participatif et sensible au genre dans l'élaboration et la planification des politiques urbaines.

En mettant l'accent sur la participation citoyenne, les interventions spatiales concrètes et le renforcement des capacités, comme son nom l'indique, le projet s'appelle Femmedina, une combinaison des termes "femmes" et "médina" (ville historique), car les villes ont un rôle clé à jouer dans la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Les espaces publics peuvent rassembler les communautés et faciliter l'expression et la diversité culturelles, il est donc important d'examiner comment les espaces publics peuvent promouvoir l'établissement de relations entre les femmes et la ville.

Femmedina cherche à favoriser l'égalité des sexes dans la prise de décision et à créer des communautés urbaines où les femmes ont une voix active et s'engage à renforcer le rôle des femmes en tant qu'actrices clés du développement local.

Également, le projet Femmedina s'inscrit dans le cadre plus large des initiatives de Cities Alliance en Tunisie, visant à renforcer le rôle des villes dans le développement durable, la réduction de la pauvreté et l'autonomisation des femmes.

Dans le cadre de la première composante du projet, ce rapport présente les conclusions d'une étude participative portant sur l'engagement social, culturel, économique, politique et institutionnel des femmes dans le quartier Ga Badji. Il représente également des recommandations d'ordre identitaire, historique, spatial, socioéconomique, sécuritaire et civique visant à renforcer la participation des femmes.



1. Limite administrative de GADADJI

II. Méthodologie adoptée



2. Atelier d'engagement des parties prenante

L'équipe du projet a adopté un processus de recherche participative impliquant des femmes de différents milieux démographiques et socio-économiques grâce à une approche mixte pour la collecte de données, comprenant des enquêtes qualitatives et quantitatives, des entretiens avec des informateurs clés, des interviews d'histoire de vie et des ateliers interactifs.

En amont de l'étude, l'équipe de Cities Alliance a entamé un travail exploratoire du quartier pendant

lequel elle a établi des contacts avec des habitants, des personnes clés et des facilitateurs qui ont aidé à avoir des idées préliminaires sur les besoins et surtout à préparer le terrain pour le déploiement fluide du projet.

En outre l'équipe de la commune de Sousse a mobilisé ses ressources et ses partenaires pour cadrer l'étude avec des ateliers d'engagement des parties prenantes : responsables régionaux, société civile et citoyens (Fig.2).

1. Méthodologie de l'enquête qualitative

L'introduction des paramètres qualitatifs relevant du vécu socioéconomique et culturel ainsi que des attentes et des demandes des usagers est possible à percevoir en amont du processus de conception du projet qui touche un aménagement inclusif du quartier. En effet, cette inclusion, en particulier dans le quartier Gabadji qui fait corps avec la ville de Sousse s'inscrit dans une dynamique sociétale complexe qui interroge les processus d'intégration dans des espaces urbains caractérisés par une diversité socio-économique souvent marquée. Ceci dit, l'inclusion examinée repose sur la capacité des acteurs sociaux à s'engager pleinement dans la vie communautaire, malgré les défis posés par les disparités économiques et territoriales. Dans ce cadre d'analyse, l'inclusion se manifeste à travers une multitude de composantes, notamment l'accès équitable aux services publics, les opportunités professionnelles, la participation politique et l'accès à une éducation de haute qualité. Cependant, elle ne se restreint pas à des considérations matérielles ; elle englobe également des aspects sociaux et culturels, favorisant un sentiment d'identité et de reconnaissance au sein de la collectivité.

En effet, le quartier Gabadji peut représenter un espace où se posent des défis particuliers en matière d'inclusion sociale des femmes et des jeunes. Des entraves telles que l'instabilité résidentielle, le chômage, ainsi que le manque d'infrastructures sociales, peuvent compromettre la pleine intégration des résidents. En examinant le cas spécifique de ce quartier, les stigmatisations associées à ses habitants peuvent également engendrer des sentiments d'exclusion, affectant la confiance en soi et les perspectives d'avenir, particulièrement chez les jeunes. C'est dans ce contexte que la problématique de l'inclusion sociale et économique revêt une portée étendue, exigeant une réflexion approfondie sur les orientations des politiques urbaines en matière d'aménagement des quartiers.

En premier lieu, nous procédons à une cartographie détaillée du quartier Gabadji, en examinant son identité, les conditions socioéconomiques des femmes et des jeunes, ainsi que leur engagement dans les affaires publiques. Ensuite, nous abordons les enjeux liés à la configuration urbaine et spatiale et leur incidence sur la mobilité des résidents. Enfin, nous concluons par une analyse approfondie des divers facteurs d'exclusion, en tenant compte de la violence, et nous identifions les mesures à mettre en place pour remédier à cette situation précaire. Cela nécessite une analyse attentive des politiques urbaines, des dispositifs d'accompagnement social et des mécanismes de participation citoyenne, visant à promouvoir une intégration authentique des acteurs au sein de ces espaces dynamiques et pluriels.

En concrétisation de cette étude, une enquête qualitative regroupant deux (02) focus groups avec les femmes et les jeunes (hommes et femmes). La sélection des participant(e)s s'a été faite avec le "Omda" du quartier tenant compte de la représentativité des deux focus de l'ensemble du quartier et de son hétérogénéité. Neuf (09) entretiens individuels de différents horizons, citoyens du quartier et acteurs institutionnels ont été effectués à partir du mois de septembre 2023.

Il s'agit d'un entretien avec l'architecte. L'introduction des paramètres qualitatifs relevant du vécu socioéconomique et culturel ainsi que des attentes et des demandes des usagers est possible à percevoir en amont du processus de conception du projet qui touche un aménagement inclusif du quartier. En effet, cette inclusion, en particulier dans le quartier Gabadji qui fait corps avec la ville de Sousse s'inscrit dans une dynamique sociétale complexe qui interroge les processus d'intégration dans des espaces urbains caractérisés par une diversité socio-économique souvent marquée. Ceci dit, l'inclusion examinée repose sur la ca-

capacité des acteurs sociaux à s'engager pleinement dans la vie communautaire, malgré les défis posés par les disparités économiques et territoriales. Dans ce cadre d'analyse, l'inclusion se manifeste à travers une multitude de composantes, notamment l'accès équitable aux services publics, les opportunités professionnelles, la participation politique et l'accès à une éducation de haute qualité.

Cependant, elle ne se restreint pas à des considérations matérielles ; elle englobe également des aspects sociaux et culturels, favorisant un sentiment d'identité et de reconnaissance au sein de la collectivité.

En effet, le quartier Gabadji peut représenter un espace où se posent des défis particuliers en matière d'inclusion sociale des femmes et des jeunes. Des entraves telles que l'instabilité résidentielle, le chômage, ainsi que le manque d'infrastructures sociales, peuvent compromettre la pleine intégration des résidents. En examinant le cas spécifique de ce quartier, les stigmatisations associées à ses habitants peuvent également engendrer des sentiments d'exclusion, affectant la confiance en soi et les perspectives d'avenir, particulièrement chez les jeunes. C'est dans ce contexte que la problématique de l'inclusion sociale et économique revêt une portée étendue, exigeant une réflexion approfondie sur les orientations des politiques urbaines en matière d'aménagement des quartiers.

En premier lieu, nous procédons à une cartographie détaillée du quartier Gabadji, en examinant son identité, les conditions socioéconomiques des femmes et des jeunes, ainsi que leur engagement dans les affaires publiques. Ensuite, nous abordons les enjeux liés à la configuration urbaine et spatiale et leur incidence sur la mobilité des résidents. Enfin, nous concluons par une analyse approfondie des divers facteurs d'exclusion, en tenant compte de la violence, et nous identifions les mesures à mettre en place pour remédier à cette situation précaire. Cela nécessite une analyse attentive des politiques urbaines, des dispositifs d'accompagnement social et des mécanismes de participation citoyenne, visant à promouvoir une intégration authentique des

acteurs au sein de ces espaces dynamiques et pluriels.

En concrétisation de cette étude, une enquête qualitative regroupant deux (02) focus groups avec les femmes et les jeunes (hommes et femmes).

La sélection des participant(e)s s'a été faite avec le "Omda" du quartier tenant compte de la représentativité des deux focus de l'ensemble du quartier et de son hétérogénéité. Neuf (09) entretiens individuels de différents horizons, citoyens du quartier et acteurs institutionnels ont été effectués à partir du mois de septembre 2023. Il s'agit d'un entretien avec l'architecte de la municipalité pour son savoir et son implication dans les projets d'aménagement municipal et un autre entretien avec une fonctionnaire qui porte deux casquettes, elle est à la fois originaire de Gabadji et responsable des ressources humaines à la municipalité, tandis que le troisième entretien est effectué avec une responsable du commissariat du tourisme de Sousse en vue de mesurer le potentiel touristique de Gabadji.

Deux autres entretiens individuels ont été réalisés avec deux représentantes de la société civile sélectionnées sur la base de leur engagement actif dans la lutte contre la violence faite aux femmes et dans et leur contribution dans le développement de l'autonomisation économique des femmes. Trois autres entretiens ont été administrés avec des personnes ayant un regard historique et identitaire du quartier. Le dernier entretien a été réalisé avec une femme artisanne résidente au quartier qui a monté sa petite entreprise de fabrication et de vente de la "malsouka", produit de tiroir très répandu à Gabadji.

Par souci de se plier aux exigences de la recherche scientifique empirique, et par souci de représentativité indispensable et d'intégration au niveau des focus groups et des entretiens individuels, les guides d'entretien ont été répartis comme suit : un guide pour les acteurs institutionnels, un guide pour la société civile et un guide pour les femmes et les jeunes du quartier.

Les différents axes sur lesquels nous avons élaboré les guides d'entretien de l'enquête :

Axe 1 : Mémoire, identité historique et rapport au quartier

Axe 2 : Identité spatiale et rapport à l'espace

Axe 3 : Infrastructure et accès aux services

Axe 4 : Violence et comportements à risque

Axe 5 : L'autonomisation économique des jeunes et des femmes

Axe 6 : Participation à la chose publique

Tous les entretiens ont été enregistrés et transcrits.

Les données recueillies sous forme de verbatims, nous ont permis de construire des unités de sens codées par la suite afin d'identifier des schémas récurrents, des similitudes et des différences significatives pour mener à terme notre analyse.

2. Méthodologie de l'enquête quantitative

En parallèle avec l'étude de type qualitative, un dispositif quantitatif d'évaluation des conditions de vie des habitant(e)s du quartier a été proposé dans le cadre d'exécution du programme Femmedina. Cette étude permet de recueillir toutes les informations fiables et pertinentes dont Cities Alliance a besoin pour l'exécution de son projet.

A travers l'enquête quantitative qui cherche à diagnostiquer et comprendre les causes et les obstacles spécifiques à l'origine de l'exclusion des femmes du quartier Gabadji à Sousse de la sphère socioéconomique et politique, les données sur les caractéristiques des habitant(e)s sont nécessaires pour l'estimation du niveau de pauvreté des ménages et des individus.

Les principaux objectifs de l'enquête quantitative qui s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'une démarche de développement participatif sont :

- Diagnostiquer et comprendre les causes et les obstacles spécifiques à l'origine de l'exclusion des femmes de la sphère socioéconomique et politique dans le quartier Gabadji par les autorités locales ;
- Fournir les données qui concourent à une meilleure connaissance des conditions de vie des femmes du quartier afin d'améliorer l'ex-

périence des femmes en matière d'accès à l'espace public et favoriser la cohésion sociale et la cohabitation dans le quartier ;

- Fournir les données de base pour la préparation et l'exécution des ateliers de cocréation avec les habitants du quartier afin de concevoir les espaces publics du quartier ;

Et comme objectifs spécifiques, l'enquête quantitative se propose de disposer d'une sorte de profil du quartier Gabadji :

- D'un état des lieux de la diversité des pratiques des habitant(e)s et des commerçantes du quartier Gabadji afin de proposer des recommandations pour favoriser la présence des femmes dans l'espace public et aménager des espaces inclusifs ;
- De recueillir les perceptions et les opinions des résident(es) sur la participation sociale, économique, culturelle, politique et institutionnelle des femmes du quartier. Ces informations collectées lors de l'enquête peuvent contribuer au développement d'une bonne compréhension contextualisée de l'engagement des femmes et l'utilisation de l'espace public.

2.1. Méthodologie de l'enquête quantitative

La première mission réalisée dans le cadre de la construction du dispositif de recueil de données quantitatives a été consacrée à une visite du terrain de la zone d'étude (le quartier Gabadji) par l'équipe en charge de l'enquête quantitative.

L'objectif de cette visite d'une demi-journée était l'occasion de prendre le temps de rassembler de quoi illustrer la mémoire et la matière pour mémoriser les caractéristiques, se familiariser avec le terrain et rendre palpable la description de l'espace et de la société du lieu d'étude.

L'organisation administrative de l'enquête quantitative auprès des habitant(e)s de Gabadji a été placée sous la responsabilité d'une équipe

de coordination composée d'un directeur technique et d'un gestionnaire administratif et financier. L'exécution pratique de l'enquête sur le terrain a fait appel à deux catégories de personnels d'appui : un superviseur et un ensemble de 5 enquêteurs.

Pour des raisons pratiques d'organisation, une subdivision de la zone d'étude en zones de supervision a été faite en vue d'une répartition équitable du personnel de terrain. Il est à noter que l'enquête a été réalisée en « face à face » auprès d'un échantillon d'habitant(e)s du quartier, au cours de la période 25-29 Septembre 2023.

2.2. Échantillonnage, composition et taille de l'échantillon

Dans toutes les enquêtes quantitatives où une base de sondage n'est pas possible à constituer, le seul recours pour le choix des individus est la méthode d'échantillonnage empirique. Selon une telle méthode d'échantillonnage, le choix des individus n'est pas aléatoire mais raisonné.

Par ailleurs, la construction du dispositif de recueil de données (l'identification de la population mère, l'échantillon ainsi que sa taille et sa représentativité et l'élaboration du questionnaire) sont des facteurs déterminants pour obtenir des données fiables et probantes. Un échantillon est une extraction d'une population cible, qui présente des caractéristiques, définies par l'enquête, similaires à la population de référence, et à partir duquel il sera possible d'établir certaines généralisations. Autrement dit, une fois la population définie, il convient de déterminer sur quels critères devra être constitué l'échantillon censé la représenter, ou du moins sur quels critères allons-nous nous assurer de sa représentativité.

Cela n'est possible qu'en référence à des hypothèses, à d'autres enquêtes préalables et à des données suffisamment précises.

La première étape à réaliser lors de la construction du dispositif de recueil de données quantitatives est de bien réfléchir aux questions à poser aux interviewés, à l'échantillon de personnes à enquêter, de phénomènes et de documents à consulter. Du moment qu'il est impossible de faire une étude exhaustive de la réalité, on doit ainsi réfléchir au préalable aux trois questions suivantes :

- **Qu'est-ce qu'on observe ?**
- **Sur qui l'observe-t-on ?**
- **Comment allons-nous l'observer ?**

En tenant compte des objectifs du projet Femmedina, on a commencé par la question de l'identification de la population de la zone d'étude qu'on va étudier. Néanmoins, il faut distinguer la population que l'on étudie de l'échantillon d'individus que l'on va interroger.

C'est l'ensemble des objectifs spécifiques de l'enquête qui vont donc distinguer la population étudiée et le mode de construction de l'échantillon.

Ces objectifs spécifiques supposaient qu'on étudie l'ensemble de la population qui habite dans le quartier et pas seulement une catégorie de ses habitants. Dès que la population étudiée a été identifiée, on doit passer à l'étape de la construction de l'échantillon pour répondre efficacement à l'objectif de l'enquête.

Cette étape est la plus compliquée puisqu'il existe de nombreuses méthodes d'échantillonnages et qu'il faut choisir celle qui est la plus adaptée à l'étude (aux vues de l'absence de données sur le profil quartier) aux questions que l'on se pose, au contexte de terrain et au temps alloué pour exécuter l'enquête et analyser ses résultats.

Toutefois, l'étude d'un échantillon représentatif de la population s'impose lorsqu'on étudie une population de grande taille (la population d'un pays ou d'une région par exemple), et lorsqu'on cherche à obtenir une image globalement conforme à celle qui serait obtenue en interrogeant la totalité des individus de la population.

Ainsi, pour notre cas d'étude, la représentativité de l'échantillon n'est pas forcément un gage de scientificité, contrairement à une croyance très répandue.

En effet, dans le cadre de l'enquête quantitative à mener auprès des habitant(e)s du quartier Gabadji, on ne cherche pas à dresser un panorama global, mais plutôt on cherche à diagnostiquer et à comprendre un ensemble de phénomènes particuliers. On va donc étudier que des personnes impliquées dans ces phénomènes en les choisissant parce que leurs caractéristiques sont pertinentes pour

atteindre les objectifs du projet Femmedina. Il est surtout important de choisir des individus les plus divers possible.

Ainsi, l'échantillon à construire dans le cadre de la présente enquête quantitative sera constitué à partir des critères de diversification en fonction de variables qui, par hypothèse, sont stratégiques pour obtenir des exemples de la plus grande diversité possible des attitudes, opinions et perceptions supposées à l'égard des thèmes de l'étude à aborder.

En outre, la méthode d'échantillonnage raisonnée, adoptée dans la présente enquête quantitative, est particulièrement indiquée puisqu'on souhaite diagnostiquer et comprendre les causes et les obstacles spécifiques à l'origine de l'exclusion des femmes de la sphère socioéconomique et politique dans le quartier Gabadji par les autorités locales. Par conséquent, notre travail est en profondeur (une recherche intensive), c'est-à-dire qu'on va devoir recueillir beaucoup d'informations sur une population restreinte et que l'on recherche les cas les plus contrastés possible au sein de notre population d'étude. Ce qui fera la validité de cet échantillon, c'est sa diversité et non sa représentativité.

En définitive et après discussion et validation avec le maître d'ouvrage, l'enquête proprement dite, s'est réalisée sur trois échantillons. D'abord, l'échantillon des femmes résidentes au quartier, issu d'un échantillonnage raisonné. On a procédé par sondage stratifié sur les critères âge, catégorie socioprofessionnelle et statut matrimoniale.

Ensuite, l'échantillon des hommes résidents au quartier, un échantillon constitué par « boule de neige » auprès des « contacts » (relations de voisinage) cités par les enquêtés. Enfin, on a recensé toutes les femmes commerçantes du quartier. La composition ainsi que la taille de l'échantillon de l'enquête sont données par le tableau 1 suivant.

	Effectif	Pourcentage
Femmes habitants le quartier	31	58,5%
Homme Habitant le quartier	12	22,6%
Femmes commerçant	10	18,9%
Total	53	100%

1. Composition et taille de l'échantillon de l'enquête quantitative

Les données du tableau 1 ci-dessus montrent que pour la zone d'étude, la composition de l'échantillon est surpondérée par les femmes. Les proportions des femmes et des hommes ne sont pas équitablement réparties dans l'échantillon : les femmes (77,4%) sont plus nombreuses que les hommes (22,6%), soit un rapport de masculinité de 29,3% hommes pour 100 femmes.

2.3. La collecte des données

Avant l'organisation proprement dite de l'enquête, il était impérieux de procéder à la formation des superviseurs et des enquêteurs retenus en vue de leur transmettre le thème général de l'étude, ses objectifs ainsi que l'essence des différentes questions formant le questionnaire de l'enquête. La formation a comporté aussi l'organisation d'une pré-enquête afin de permettre non seulement aux enquêteurs de mieux se familiariser avec le questionnaire mais aussi afin de nous permettre de mieux apprécier la compréhension du questionnaire par les enquêteurs et par les enquêtés. La phase de formation a été précédée par la formation du superviseur par le directeur technique. Le questionnaire a été partagé aux agents enquêteurs lors d'une journée de formation (24 Septembre 2023).

Il a été testé par simulation auprès des agents enquêteurs et cela a permis de s'assurer que le système de collecte était maîtrisé, que les questions posées étaient claires et surtout d'avoir l'idée de la fluidité et de la durée du questionnaire.

Ce constat justifie bien la diversité de l'échantillon et permet d'affirmer aussi que les hommes sont correctement représentés dans cette étude.

Lors de la collecte des données sur terrain, chaque enquêteur devait se rendre à un point de repère dans le quartier.

L'enquêteur devait ensuite se positionner au centre de la rue et faire tourner un crayon sur une surface plane.

La direction indiquée au repos désigne la direction de départ de l'enquête.

Ensuite, il choisit au hasard un nombre entre 1 et 6. Si le chiffre 4 sort, il commencera l'enquête à partir de la quatrième maison (personne) par rapport au point de départ de l'enquête. Le second logement (personne) enquêté sera la $4+6 = 10^{\text{ème}}$, puis $10+6 = 16^{\text{ème}}$, lors de l'enquête, et ainsi de suite.

Si un foyer ne présente pas d'individus ciblés, il passe au prochain, etc. Le questionnaire a été administré en format papier que l'enquêteur remplissait au cours d'un entretien avec un habitant du quartier faisant partie de l'échantillon.

Le superviseur a dû visiter régulièrement les enquêteurs afin de les aider, de contrôler la

qualité de leur travail, de contrôler et vérifier les questionnaires remplis et les récupérer à la fin de la journée.

De même, et dans le cadre du suivi des travaux sur le terrain, des missions de supervision et de coordination ont été organisées par les membres de la coordination technique pour ap-

précier les conditions de travail du superviseur et enquêteurs, contrôler la qualité du travail et résoudre les problèmes éventuels rencontrés par ces derniers.

2.4. Le traitement informatique des données collectées

L'exploitation informatique de l'enquête englobe la vérification des questionnaires pour une deuxième fois, la codification des questions ouvertes et les modalités de quelques questions, la saisie, le contrôle des données, leur correction et enfin l'organisation et l'extraction des fichiers destinés à la production des tableaux et à l'analyse.

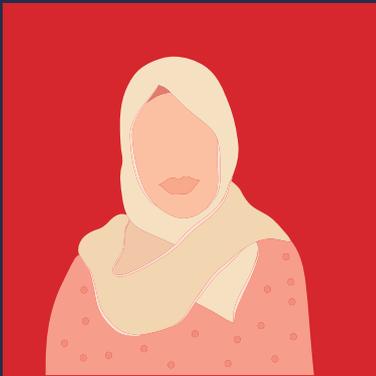
Pour la saisie et la codification des données, cinq agents ont été recrutés pour ce travail.

Les agents de saisie ont été encadrés par le directeur technique. Le logiciel utilisé pour la saisie et le contrôle des données est le CSPro, sur la base des spécifications établies à partir des différentes sections du questionnaire.

La phase d'apurement du fichier a duré 4 jours. Elle a été réalisée à l'aide du logiciel SAS, et a

permis grâce à un contrôle de cohérence très minutieux, de détecter et de corriger les erreurs de collecte, de saisie et de cohérence dans les fichiers des données.

Ainsi, la durée totale de traitement des données est de l'ordre de 8 jours de codification et saisie, et 3 jours d'apurement des données. Enfin, les données ont été exportées vers le logiciel SAS pour le traitement statistique et exploitation des résultats.



Identification des besoins des femmes au sein de la médina

2

III. Analyse des données

1. Présentation des résultats de l'enquête qualitative

1.1. Mémoire collective et représentations du quartier Gabadji

A vrai dire, la sociologie de la construction de la mémoire dans un quartier multiculturel représente une analyse élaborée des dynamiques sociales et culturelles qui concourent à l'élaboration des narrations collectives au sein de ces environnements hétérogènes.

Dans ce cadre, la mémoire dépasse la simple remémoration du passé pour devenir un vecteur dynamique de formation et de négociation d'identités culturelles plurielles.

Les représentations collectives du quartier Gabadji intègrent les valeurs, les traditions et les expériences vécues par ses acteurs, créant ainsi une identité sociale distincte. Ces représentations peuvent être marquées par un fort sentiment d'appartenance, une solidarité communautaire et un attachement profond aux traditions locales.

Ce qui caractérise Gabadji d'antan c'est sa diversité ethnique et religieuse, musulmans, juifs, chrétiens, italiens et maltais, cohabitent et partagent des espaces de vie et de commerce. Cette diversité favorise les échanges interculturels au quotidien, permettant aux communautés de se côtoyer, de se familiariser avec les coutumes les unes des autres, et par là même, de s'enrichir mutuellement.

L'interaction communautaire multiculturelle au sein du quartier Gabadji peut concourir à l'émergence d'une identité locale singulière, basée sur la diversité et la coexistence harmonieuse.

Cette dynamique favorise également l'instauration d'un sentiment d'appartenance partagé, renforçant ainsi la cohésion sociale et le tissu communautaire. Nos entretiens avec les résidents du quartier révèlent que cette diversité culturelle se manifeste dans les pratiques culinaires (telles que la fabrication des pâtes : feuilles de Malsouka et Hllelem) ainsi

que dans les métiers artisanaux (notamment la maçonnerie) et les commerces locaux.

En somme, l'interaction communautaire multiculturelle à Gabadji a servi à une résilience dégradée au fil des décennies.

De ce fait, la mémoire des habitants (femmes et hommes) résidant dans un quartier comme celui de Gabadji, historiquement investi par des communautés étrangères, s'inscrit dans un substrat socioculturel complexe, où s'entremêlent des dynamiques de genre, d'ethnicité et d'appartenance locale.

1.1.1. Un passé encore vivant: et si Gabadji m'était conté...

De surcroît, la lecture des entretiens effectués avec les femmes et les hommes de Gabadji nous révèle que l'image historique de leur quartier reste encore vivace.

« Gabadji du temps passé n'est pas celui d'aujourd'hui », cette expression traverse la plupart des propos des femmes enquêtées ainsi que des hommes et met en lumière l'attachement affectif au quartier.

Ces propos génèrent des récits partagés, mélangeant traditions, anecdotes et vécus individuels pour donner forme à une mémoire collective unique à travers une identité narrative.

Les récits des habitants de Gabadji s'enrichissent de chaque expérience, créant ainsi une trame narrative qui reflète la complexité des interactions entre les différentes communautés qui ont habité le quartier à savoir les juifs, les italiens et les maltais et autres.

Cependant, la construction de la mémoire dans un environnement multiculturel peut s'entendre comme un processus dynamique et évolutif qui se développe dans des cadres sociaux bien déterminés, en constante réinvention à mesure que de nouvelles générations et dynamiques interculturelles émergent et s'intègrent dans le tissu social.

Besma : « Il y avait les musulmans, les juifs, les italiens et d'autres. Les voisins de mon grand-père étaient des italiens, d'ailleurs on est toujours en contact avec eux malgré qu'ils soient rentrés en Italie, c'est une vraie mosaïque sociale ».

Bouraoui : « Nous avons vécu en harmonie en tant que musulmans et juifs. Aujourd'hui, c'est différent, Gabadji a changé. Nous avons embrassé de grandes valeurs de coexistence entre les diverses communautés de Gabadji. Nous nous sentions toujours en sécurité ».

Particulièrement, les femmes de Gabadji incarnent des vecteurs mémoriels essentiels, portant en elles les récits et les traditions de leurs aïeules, contribuant ainsi à la transmission

et à la préservation des héritages culturels de ces communautés migrantes. Leurs expériences vécues sont imbriquées dans un contexte urbain pluriel, où les interactions interculturelles façonnent la construction sociale de la mémoire collective.

Cette mémoire féminine est souvent tissée d'histoires de résilience et d'adaptation, révélant les multiples facettes de l'identité dans un environnement marqué par la diversité et la cohabitation de cultures distinctes. La fréquentation des femmes avec des communautés étrangères a un impact significatif sur leur comportement et leur mode de communication ainsi que sur leur apprentissage de certains métiers culinaires.

Rafika : « J'ai appris à préparer les pâtes comme « El Malsouka » depuis les années 70. Ma mère, que Dieu bénisse son âme, a fréquenté les femmes juives et elle nous transmet les manières d'en faire. C'était l'époque où nous appliquions la pâte sur la 'Siniya' ».

Les femmes de Gabadji qui ont fréquenté des communautés italiennes ont pu être imprégnées de la passion pour la cuisine, de l'importance des repas familiaux, et de la valorisation des compétences artisanales. Ces échanges culturels et sociaux ancrés dans les femmes tunisiennes témoignent de la richesse de l'interaction interculturelle et de la façon dont elle peut façonner leur propre identité et leur mode de vie.

Bessma : « Les Italiens, notamment, ont apporté leur passion pour la cuisine, la convivialité, et la qualité des produits. Leur tradition culinaire, caractérisée par des plats savoureux et des rituels familiaux autour des repas, a contribué à enrichir la scène gastronomique tunisienne ».

Cette interaction interculturelle favorise l'acquisition de nouvelles pratiques économiques, facilitant ainsi leur inclusion dans le marché du travail, constat observé actuellement. Cependant, elles contribuent

à favoriser la solidarité communautaire, la convivialité entre les habitants du quartier permettant la durabilité des liens sociaux. Inversement, les femmes tunisiennes ont contribué à tendre la perche aux femmes italiennes et juives en l'apprenant à la préparation des plats traditionnels comme le couscous.

Selon les propos des hommes, les Juifs habitant le quartier Gabadji ont contribué aussi à développer les activités commerciales, favorisant le développement de l'entrepreneuriat local. Autrement dit, les pratiques des Italiens et des Juifs ont joué un rôle significatif dans l'enrichissement de la culture et de l'économie tunisienne, contribuant à une société plus diversifiée et ouverte sur le

1.1.2. L'oubli de la Cité : jeunes et mémoire au présent

L'hypothèse qu'on peut avancer à ce stade de l'analyse est que la marginalisation des jeunes du quartier Gabadji, a privé ces derniers de construire une mémoire ancrée dans le passé amenant à une forme d'oubli de la cité.

La quasi-totalité des jeunes enquêtés n'exprime aucun engouement pour une identité narrative du quartier.

En effet, l'oubli de la cité, métaphore illustrant le rapport des jeunes au quartier, émerge souvent dans des contextes où ces derniers se sentent marginalisés ou exclus de la sphère sociale et économique plus large.

Cette notion souligne l'existence d'espaces urbains qui, bien que situés au cœur de la ville et de son histoire, semblent demeurer en marge de la mémoire. Les focus groups réalisés avec les jeunes montrent que l'absence de ressources et d'infrastructures adéquates ainsi que les conditions sociales et économiques entravent l'inclusion des jeunes et leur sentiment d'appartenance.

En outre, l'oubli de la cité a un impact sur l'identité collective des jeunes.

Il peut engendrer un sentiment d'appartenance ambivalent vis-à-vis de leur quartier, oscillant

monde.

Ces influences ont permis de renforcer la tolérance, l'acceptation de la diversité et l'enrichissement mutuel au sein du quartier Gabadji aussi bien dans la ville de Sousse.

Chedly : « Les Italiens, les juifs et les maltais de Gabadji, ont contribué de leur part à transmettre aux tunisiens du quartier des savoirs et des compétences artisanales, comme la maçonnerie, la menuiserie et la bijouterie ».

entre un attachement affectif et une quête d'opportunités ailleurs. Cette dualité complexe influence leur construction identitaire et peut contribuer à la formation de sous-cultures spécifiques au sein de ces quartiers. Dans ce contexte d'analyse, cet oubli perçu par les jeunes met en lumière les enjeux cruciaux liés à l'inclusion sociale, à la mobilité sociale et à la construction identitaire dans les quartiers défavorisés.

Ceci nous interpelle à mener une réflexion approfondie sur les politiques publiques et les initiatives communautaires visant à réduire les inégalités et à promouvoir le développement intégral des jeunes.

Les jeunes enquêtés se trouvent souvent confrontés à un ensemble de défis structurels, économiques et culturels qui limitent leurs opportunités d'épanouissement.

Les taux de chômage élevés, l'accès limité à une éducation de qualité, ainsi que les infrastructures sociales insuffisantes sont autant de facteurs qui contribuent à leur exclusion du marché du travail et à leur mise à l'écart de la vie sociale et économique.

De plus, la stigmatisation et les préjugés liés à leur origine sociale et géographique

peuvent renforcer leur marginalisation. Les jeunes de Gabadji peuvent faire face à une perception négative de leur potentiel et de leurs aspirations, ce qui entrave leur confiance en eux et leur sentiment d'appartenance à leur quartier.

Ibrahim, jeune de Gabadji :

« lorsque je me présente comme résident à Gabadji, mes interlocuteurs expriment un certain malaise que je le vois sur leur visage. Cela bloque la communication dès le départ ».

Cependant, le sentiment de haine qui prime chez les jeunes envers leur quartier a bouleversé l'image nostalgique du quartier.

Dès lors, les jeunes peuvent percevoir leur quartier comme un lieu où la violence, la précarité et la criminalité sont omniprésentes, ce qui engendre des sentiments de frustration,

de colère et de désillusion.

De plus, ce sentiment de haine peut être exacerbé par la stigmatisation sociale et les stéréotypes négatifs associés à leur lieu de résidence. Le regard extérieur peut contribuer à renforcer leur propre perception négative de leur environnement. Ils peuvent se sentir marginalisés et exclus, ce qui alimente le ressentiment envers leur quartier.

Il est crucial de noter que ce sentiment de haine est quasi uniformément partagé par tous les jeunes du quartier Gabadji.

Certains peuvent au contraire développer un fort attachement à leur communauté malgré les défis qu'ils rencontrent.

1.2. Mutations spatiales et mobilités sociales

Gabadji Grandi et Gabadji Picolo, deux quartiers voisins dans la ville de Sousse, qui se ressemblent ; le premier abrite des familles maltaises, italiennes et juives du niveau social élevé. Tandis que le deuxième habité par les familles moins aisées majoritairement des pêcheurs. La configuration spatiale du quartier Gabadji Grandi se caractérise par une architecture ancienne italienne et maltaise. Cette architecture est nouvelle conception par rapport à celle de la médina :

Manel, architecte : « C'est le premier quartier où on voit cet espace urbain d'extérieur, ce sont des maisons extraverties, c'est pour nous le premier noyau de l'urbanisme moderne, c'est l'architecture de la fin du XIXème siècle » :

Ibid : « Malheureusement, on ne voit presque plus des maisons à l'italienne parce que les gens démolissent les anciennes maisons pour construire d'autres avec un nouveau style ».

Ce qui frappe d'emblée c'est la perte de l'empreinte architecturale italienne et surtout maltaise suite à la déconstruction de maisons anciennes :

1.2.1. Gabadji : une architecture dégradée

L'expression "architecture dégringolée" dans un quartier populaire est une description qui fait référence à la dégradation physique des bâtiments et de l'environnement bâti dans certaines zones urbaines.

Sur le plan sociologique, cela soulève des questions cruciales concernant l'influence de l'environnement physique sur les dynamiques sociales et la qualité de vie des habitants.

Cette architecture dégringolée dans le quartier Gabadji peut avoir des implications significatives sur la vie quotidienne des résidents. Elle peut conduire à des conditions de logement précaires, avec des problèmes liés à l'infrastructure.

Ces conditions peuvent avoir des conséquences directes sur la santé et le bien-être des habitants, ainsi que sur leur sentiment de sécurité et de confort à la maison.

Les espaces publics mal entretenus comme le marché municipal « Souk » et les bâtiments en mauvais état peuvent contribuer à créer des tensions et un sentiment de haine chez les habitants (femmes, hommes et jeunes).

Rafika : « Aujourd’hui, c’est la catastrophe. C’est un marché abandonné sur tous les plans. Les poubelles sont jetées partout. La crise économique a beaucoup impacté la livraison des produits (légumes, fruits, poissons...). Les familles sont obligées de se déplacer pour chercher leurs besoins alimentaires. Donc, ce n’est plus le cas avant ! Je me rappelle que notre marché était extraordinaire. Les gens venaient de partout, c’était tellement tout plein qu’on ne pouvait pas se déplacer ailleurs ».

En revanche, l’absence fréquente d’espaces verts significatifs contribue à un déficit d’infrastructures de loisirs et de détente. Par ailleurs, l’accessibilité aux transports en commun ne présente un problème pour les habitants de Gabadji en vue de sa proximité de toutes les commodités.

Enfin, il n’est pas rare de trouver des logements en situation précaire, parfois regroupés dans

1.2.2. Mobilité et insertion socioéconomique : le quartier et son double

Le départ de Gabadji des anciennes communautés étrangères et des familles soussiennes en plus de l’émergence de nouvelles opportunités économiques, laisse la place à des nouveaux résidents venant de différentes régions dans un fléau migratoire interne depuis les années 70.

Cela représente un constat significatif de l’histoire sociale et culturelle du quartier. Au fil des décennies, la ville de Sousse en général et le quartier Gabadji en particulier ont été le lieu d’accueil de diverses communautés étrangères, chacune apportant sa propre richesse culturelle et son héritage distinct.

Cependant, l’évolution des circonstances économiques, politiques et sociales a souvent conduit à des départs progressifs de ces communautés depuis 1967.

En se référant à la sociologie de la mobilité urbaine qui se concentre sur l’étude des déplacements des individus dans les espaces urbains, nous constatons que les nouveaux habitants se sont trouvés dans une situation

des bâtiments anciens ou mal entretenus voire des espaces de consommation des stupéfiants. Cela souligne les défis en matière de logement et les inégalités socio-économiques auxquels sont confrontés les habitants de Gabadji.

En outre, la dégradation de l’architecture peut renforcer le stigmatisme associé aux quartiers populaires en général, ce qui peut avoir des répercussions sur la perception de soi des habitants et sur la manière dont ils sont perçus par les autres.

De ce fait, le rapport entre l’architecture, les politiques publiques et les usagers est une construction sociale négociée par les acteurs eux-mêmes. Ceci met en lumière l’importance de l’environnement physique du quartier dans l’analyse des dynamiques sociales afin de favoriser le bien-être et l’inclusion des habitants.

d’instabilité psychosociale et économique. La mobilité géographique et la mobilité sociale suggère que les individus qui se déplacent géographiquement ont souvent des difficultés d’intégration dans le marché du travail. Par exemple, l’accès limité aux opportunités d’emploi pour certaines familles favorise les chances d’intégration économique des femmes.

Dès lors, les nouveaux habitants créent et négocient leur identité et leur appartenance à Gabadji.

L’occupation des nouveaux venus dans un quartier populaire urbain est un processus complexe influencé par divers mécanismes sociaux et économiques.

Tout d’abord, les facteurs économiques jouent un rôle essentiel.

Les nouveaux arrivants sont souvent attirés par des loyers plus abordables dans ces quartiers, ce qui constitue un incitatif majeur.

De plus, la disponibilité de logements, parfois en raison de l'âge avancé des constructions, peut faciliter l'accès à un logement pour les personnes à la recherche d'un endroit où s'installer.

Par ailleurs, l'occupation des nouveaux venus dans un quartier populaire peut être influencée par des facteurs culturels et de style de vie. En général, on observe une densité de population et une mobilité élevée expliquée par une morphologie saisonnière en rapport avec des activités estivales.

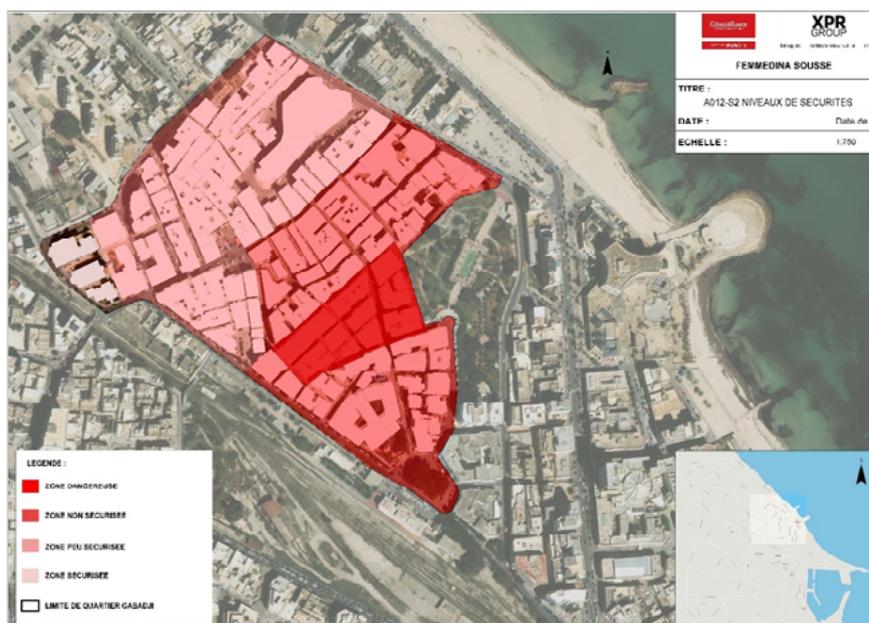
Les bâtiments sont souvent de taille modeste et disposés en rangées serrées le long de rues étroites, ce qui favorise l'interaction sociale mais peut aussi entraîner une moindre intimité ou plutôt une intimité ouverte. Les espaces publics, comme les places et les parcs à côté, sont cruciaux dans ces quartiers, offrant des lieux de rassemblement et d'échange.

Farida : « Ce qui distingue notre quartier c'est le partage des trottoirs. On a l'habitude de se rassembler devant nos domiciles, une tradition qui existe encore, et du coup ça nous permet de garder de très bons liens de voisinage »

Dans l'ensemble, l'occupation des nouveaux venus dans un quartier populaire urbain est le fruit d'une combinaison complexe de facteurs économiques, sociaux et culturels.

Comprendre ces mécanismes est essentiel pour saisir les dynamiques de changement et d'évolution au sein de ces quartiers et pour élaborer des politiques urbaines visant à favoriser une cohabitation harmonieuse et équilibrée entre les anciens et les nouveaux habitants.

1.3. Violences, comportements à risque et insécurité



3. Niveaux de sécurité à Gabadji

Les quartiers populaires à l’instar de Gabadji sont fréquemment confrontés à des problèmes de violence de tout bord ; violence physique, morale, économique à l’égard des femmes et des comportements à risque chez les jeunes. Cette situation peut entraîner un cercle vicieux de situations de malaise et de fatigue d’être soi.

En outre, les stéréotypes véhiculés par le sens commun à l’égard des habitants des quartiers comme celui de Gabadji, peuvent également contribuer à la perpétuation de la violence et à l’exclusion.

Ces idées reçues peuvent décourager les jeunes et les femmes de surmonter leurs différents problèmes.

La violence à Gabadji est une réalité complexe et insidieuse qui mérite une attention particulière.

Les témoignages des interviewés et des citoyens ont permis de diviser le quartier de Gabadji en des sous-zones selon le niveau de sécurité (Fig.3).

1.3.1. Violence à l'égard des femmes

La violence à l'égard des femmes dans le quartier Gabadji se traduit principalement par un sentiment d'insécurité ressenti par ces dernières. Le terrain d'enquête a révélé que les femmes souffrent principalement du manque de sécurité, ce qui amplifie leur sentiment de peur et d'inquiétude : **« Notre problème majeur et central est l'absence d'un poste de police ».**

L'insécurité et la criminalité peuvent contribuer à accroître l'anxiété et la peur chez les femmes. La menace constante de violence venant de l'extérieur peut les rendre encore plus vulnérables, les obligeant souvent à rester chez elles pour se protéger.

1.3.2. Le travail de sexe informel : une autre forme de précarité des femmes à Gabadji

En revanche, les rencontres avec les femmes dévoilent une autre forme cachée de la violence telle que l'existence de travailleuses du sexe installées au sein du quartier.

Salma, Association Tunisienne pour la Paix des Femmes : « Gabadji est connu par les problèmes et les bagarres entre délinquants, en plus on ne trouve pas de poste de police. Vous pouvez trouver aussi plusieurs femmes et filles qui sont installées à Gabadji après la fermeture de la maison close de sousse en 2012 « bordel ». Ces dernières continuent d'exercer le travail du sexe informel en profitant de l'emplacement du quartier à proximité de la corniche, du jardin public et de la station du train ».

Il s'agit d'un problème social complexe et multiforme résultant de l'interaction de plusieurs facteurs sociaux, économiques et culturels. Tout d'abord, la précarité économique et sociale des jeunes filles, les difficultés financières, le chômage et les conditions de vie précaires peuvent parfois conduire à ce type de travail.

Les femmes vivant à Gabadji mentionnent lors des groupes de discussion que les travailleuses du sexe ont parfois moins de ressources pour échapper à ces situations, car elles peuvent craindre de perdre leur unique source de soutien financier.

En outre, les demandes des femmes ont été focalisées sur le renforcement de la présence policière pour faire face à la violence.

Pour s'attaquer à cette problématique, il est impératif de mettre en place des programmes de sensibilisation, de prévention et de soutien spécialement adaptés aux besoins des femmes du quartier défavorisé, en tenant compte des défis particuliers auxquels elles sont confrontées.

Cela veut dire que la violence ne se manifeste pas uniquement par des actes physiques brutaux, mais par des systèmes de représentation, de langage et de pouvoir qui maintiennent les hiérarchies sociales.

En effet, le travail de sexe informel ressort comme une conséquence de la précarité économique et sociale poussant ainsi certaines femmes à se tourner vers le travail de sexe comme une source de revenus, en l'absence d'autres opportunités d'emploi.

De plus, le travail de sexe informel peut être largement non réglementé, ce qui signifie qu'il y a peu de protections juridiques et sanitaires pour les femmes impliquées dans cette profession. Les lois et réglementations qui criminalisent le travail du sexe contribuent à la vulnérabilité des femmes, car elles sont souvent réticentes à signaler des actes de violence par crainte de représailles ou d'arrestations. Le caractère clandestin de cette activité rend également difficile l'accès aux services de soutien et aux mécanismes de protection.

Par conséquent, les femmes qui se livrent à cette activité sont souvent victimes de préjugés et de discrimination marquée par les stéréotypes de genre, ce qui nuit à leur bien-être psychologique et les maintient dans une situation de vulnérabilité.

Cette stigmatisation peut également rendre difficile l'accès aux soins de santé et aux services de soutien.

En fin de compte, pour lutter contre la violence à l'égard des femmes impliquées dans le travail de sexe informel dans les quartiers populaires, il

1.3.3. Jeunes et comportements à risque : les dilemmes du vivre ensemble

Le recours à l'analyse des comportements à risques chez les jeunes s'impose à tout observateur du tissu urbain actuel.

Il s'agit en effet de dégager un mélange complexe de facteurs sociaux, économiques et environnementaux qui contribuent à l'irruption de ce phénomène en question.

Tout d'abord, il est essentiel de comprendre comment la violence institutionnelle telles que le rapport avec la police « El Hakem » et les défis socio-économiques tels que le chômage, la pauvreté, et l'accès limité à l'éducation de qualité favorisent la déviance des jeunes et engendrent des sentiments de désespoir et de marginalisation chez ces derniers, les poussant à adopter des comportements déviants comme la consommation de drogues, la délinquance

1.3.4. Jeunes et comportements à risque : les dilemmes du vivre ensemble

Le recours à l'analyse des comportements à risques chez les jeunes s'impose à tout observateur du tissu urbain actuel.

Il s'agit en effet de dégager un mélange complexe de facteurs sociaux, économiques et environnementaux qui contribuent à l'irruption de ce phénomène en question.

Tout d'abord, il est essentiel de comprendre comment la violence institutionnelle telles que le rapport avec la police « El Hakem » et les défis socio-économiques tels que le chômage, la pauvreté, et l'accès limité à l'éducation de qualité favorisent la déviance des jeunes et engendrent des sentiments de désespoir et de marginalisation chez ces derniers, les poussant à adopter des comportements déviants comme la consommation de drogues, la délinquance ainsi que la migration clandestine.

est essentiel de prendre en compte les facteurs économiques, légaux et sociaux qui contribuent à cette vulnérabilité, et de mettre en place des approches holistiques qui garantissent leur sécurité, leurs droits et leur dignité.

ainsi que la migration clandestine.

A vrai dire, l'implication des jeunes de Gabadji dans la consommation de drogues, la migration clandestine et les criminalités est une question complexe et multidimensionnelle qui a des répercussions significatives.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette implication, notamment les facteurs environnementaux, économiques, sociaux et psychologiques. Voici quelques éléments à prendre en compte :

A vrai dire, l'implication des jeunes de Gabadji dans la consommation de drogues, la migration clandestine et les criminalités est une question complexe et multidimensionnelle qui a des répercussions significatives.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette implication, notamment les facteurs environnementaux, économiques, sociaux et psychologiques. Voici quelques éléments à prendre en compte :

1.3.4.1. Jeunes et comportements à risque : les dilemmes du vivre ensemble

Le rapport entre les jeunes de Gabadji et la police de proximité est désormais tendu. Ce rapport se caractérise par la méfiance totale désignant ainsi une crise de sécurité. Les expériences avec la police, en particulier les rapports malsains, peuvent influencer négativement le sentiment de sécurité et le bien-être des jeunes.

Les jeunes ont été témoins et victimes des pratiques policières injustes.

« Nous nous sommes habitués à subir des humiliations de la part de la police pour des raisons futiles. El Hakem, (la police) sait bien que nous consommons fréquemment la Zatla et elle fait recourt à des violences verbales et physiques ; moi personnellement j'étais en garde à vue pendant quatre jours, puis la police m'a libérée sans suite ».

Les énoncées des jeunes de Gabadji montrent aussi que le rapport avec la police est un rapport de haute tension : « les agents de police sont censés être là pour nous protéger.... Et ben, on se protège d'eux... ».

Cette dimension d'insécurité et de méfiance figure centrale dans la détermination des systèmes de représentation.

Ce qui frappe d'emblée, c'est le sentiment de honte qui vient du fait que la stigmatisation des jeunes dans leur quartier n'est pas forcément visible.

Les grimaces de visage et le regard de « haut » comme le montrent les jeunes dans les entretiens et dans les focus-groups ont des effets néfastes sur la psychologie de l'individu.

Les châtiments corporels et moraux s'expliquent par la logique générale de l'autorité policière : les agressions et la violence verbale entre la police et une partie des jeunes du quartier permet de souligner que cette autorité est inséparable du contexte.

Les rapports conflictuels représentent pour les jeunes une violence sociale et symbolique.

Ce qui explique d'ailleurs pourquoi les jeunes à faible capital social et culturel insistent dans le focus-groups sur le désir de migrer et la volonté de renoncer aux études.

1.3.4.2. Facteurs économiques

Dans de nombreux quartiers populaires comme celui de Gabadji, la précarité économique est un facteur majeur qui pousse certains jeunes à s'engager dans des comportements criminels pour subvenir à leurs besoins.

L'absence d'opportunités d'emploi stables peut conduire à des choix désespérés, y compris la participation à la vente et la consommation de drogues et d'autres formes de criminalité, les braquages en particulier.

1.3.4.3. Facteurs scolaires

L'environnement scolaire dans lequel les jeunes évoluent peut également jouer un rôle majeur. Les conditions dans lesquelles se déroulent leur scolarité et les conditions de vie en particulier, peuvent rendre difficile la concentration des jeunes (filles et garçons) et les élèves sur leurs études. Par ailleurs, la stigmatisation sociale et la discrimination à l'égard des élèves peuvent également contribuer au décrochage scolaire. Toutes ces conditions favorisent l'exposition aux risques et entravent l'inclusion des jeunes. Cela affecte l'estime de soi et l'autonomisation de ces derniers.

1.3.4.4. Facteurs Sociaux

Le quartier Gabadji, comme de nombreux quartiers populaires, peut être caractérisé par des inégalités socio-économiques importantes. Les familles vivant dans ces quartiers peuvent faire face à des difficultés financières, à un accès limité à l'éducation et à des conditions de vie précaires. Ces facteurs socio-économiques peuvent influencer la stabilité familiale et la décision des enfants de quitter l'école pour contribuer aux revenus familiaux à travers des activités économiques précaires.

La pression des pairs et la socialisation au sein de groupes délinquants peuvent également jouer un rôle clé. Les jeunes peuvent être attirés

par des groupes criminels en quête d'appartenance, de statut ou d'un sentiment d'identité. Les interactions sociales et l'influence des pairs sont des éléments importants à considérer.

Les théories de l'apprentissage social, développées par Albert Bandura, expliquent comment les individus apprennent des comportements criminels par imitation de leurs pairs.

1.3.4.5. Facteurs psychologiques

Certains jeunes participants au focus groups ont dévoilé un sentiment de frustration, d'anxiété et de dégoût de leurs situations actuelles. Les verbatims annoncés comme « **On a marre de cette situation** » ; « **nous sommes mourants ici ou ailleurs** » ; « **nous sommes étouffés et nous sommes incapables de surmonter nos obstacles** », montrent des facteurs psychologiques, tels que des tendances à la prise de risque ou des problèmes de santé mentale (anxiété, stress, dépression) qui peuvent contribuer à leur implication dans des comportements de déviance. Cependant, il est important de noter que les facteurs psychologiques agissent en interaction avec les facteurs environnementaux et sociaux.

Cela inclut la mise en place de programmes de prévention, d'intervention et de réinsertion qui visent à réduire la précarité économique, à améliorer l'environnement communautaire, à renforcer les liens sociaux positifs, à offrir des opportunités éducatives et professionnelles, et à fournir un soutien psychologique.

1.3.5. Jeunes et comportements à risque : les dilemmes du vivre ensemble

1.3.5.1. La migration illégale : de l'échec scolaire à la décision de migrer...

La présente étude montre que les jeunes de Gabadji (filles et garçons), issus des familles défavorisées, considèrent la migration clandestine comme étant une alternative pour prévenir les risques liés à la précarité et à l'exclusion.

A cela, s'ajoute l'influence des groupes de pairs sur les décisions et les choix des jeunes prédisposés aux risques. Youssef, un jeune rappeur âgé de 19 ans, nous confie que la migration lui intéresse en tant que jeune, malgré qu'il ne compte pas le faire.

Pour les jeunes de Gabadji dont le niveau d'éducation est faible, l'enseignement ne mène nulle part, il n'a pour vocation ni l'apprentissage ni la réalisation de soi.

Par ailleurs, la quasi-totalité des jeunes enquêtés insistent sur le départ à l'étranger dans n'importe quelles conditions.

Par contre, le désir de l'occident représente pour la quasi-totalité, un projet individuel et familial qui se bâtit sur des étapes.

Omar, jeune de Gabadji : « la migration « El harka » est souvent soutenu par nos familles. D'ailleurs, ma mère a économisé de l'argent pour faciliter le départ de mon frère et elle le fera de même pour moi ».

Selon le point de vue des effets de groupes de pairs, les impacts négatifs observés en situation de jeunes des quartiers défavorisés résultent d'un effet de sélection selon lequel les jeunes font leurs choix.

Les focus-groups montrent que la précarité économique et sociale des jeunes est l'un des facteurs contribuant à la migration clandestine.

Le choix de migrer dans des conditions illégales qui séduit beaucoup de jeunes s'explique par « une suite logique » et se définit comme étant un processus multifactoriel ou une expérience, déterminée par plusieurs facteurs individuels, psychologiques, sociaux et institutionnels.

Ce constat suppose que les jeunes qui possèdent un faible niveau scolaire sont les plus prédisposés aux risques et à la migration clandestine. Parmi les jeunes qui défendent l'idée de la migration illégale, on cite le cas de Maher, un décrocheur âgé de 15 ans qui habite à Gabadji.

Maher « J'ai travaillé dans le secteur du tourisme à Sousse. J'ai fait presque le tour des hôtels basés à Boujâafer. J'ai quitté mon travail récemment parce que je me suis senti humilié à maintes reprises. Mais aussi, rester au chômage, c'est un sentiment indescriptible. Je ne le montre pas devant les autres, mais au fond c'est vraiment frustrant. Je me suis dit...rien ne mène nulle part ici à Gabadji. C'est pour cela que les jeunes de mon quartier cherchent des réseaux pour migrer ».

Comme tous les jeunes, le souci de Maher est migré pour améliorer sa situation sociale et

1.3.5.2. La consommation de la drogue : un quotidien parmi d'autres

Un cri d'alarme a été déjà lancé par les organismes nationaux et internationaux chargés des études sur la drogue en milieu scolaire.

L'association Tunisienne de la Médecine des toxicomanies a mené une enquête au cours de la deuxième moitié du mois d'octobre 2017 en collaboration avec l'Institut National de la Santé et le groupe Pompidou relevant du Conseil de l'Europe, sur la consommation des stupéfiants en milieu scolaire en Tunisie sur un échantillon de 7400 élèves de 15 à 17 ans scolarisés dans des lycées publics et privés.

L'enquête montre que la consommation du Cannabis s'élève à 3,8% chez les garçons et à 0,2 % chez les filles, ajoutant que 17,7% des élèves se procurent ces substances au sein des établissements éducatifs.

Dans le même ordre d'idées, la présente étude montre que les jeunes de Gabadji considèrent que l'exclusion et le stress quotidien poussent les jeunes à consommer la drogue et fumer « Zatla » :

économique malgré son jeune âge.

Par ailleurs, les groupes de pairs jouent un rôle important dans le classement des priorités chez les jeunes.

Les attitudes des jeunes enquêtés montrent que la migration illégale comme phénomène social propagée et contagieux est défini comme étant un processus interactif dépendant de plusieurs facteurs. L'ensemble de ces facteurs ont été mobilisés par les jeunes enquêtés pour légitimer le choix de migrer illégalement. Les jeunes avancent dans les discussions l'hypothèse selon laquelle le choix de migrer est dû aux influences collectives et que les représentations du quartier (stigmatisation sociale) influent sur les choix individuels.

Ahmed « Ici, à Gabadji, la consommation de la drogue est très élevée ...les familles n'interviennent pas pour chercher des solutions, elles se sont habituées avec le temps. Ce n'est pas un problème, on ne pense pas sincèrement à arrêter de fumer, c'est comme tous les moyens de loisirs ».

Ce qui permet de constater que la socialisation des jeunes a pris un sens différent. En effet, les jeunes n'expriment pas des attentes et des projections particulières dans l'avenir. Ils légitiment la consommation de la drogue par les difficultés rencontrées lors de leurs parcours scolaires et les conditions sociales et économiques dans lesquelles ils vivent.

1.4. Autonomisation économique des femmes : levier et maillon essentiel pour l'inclusion du quartier



4. Repérages des activités économiques

L'accès à la formation est un facteur majeur d'autonomisation économique.

Les femmes ayant un accès limité à l'éducation et à la formation ont souvent moins de possibilités d'acquérir des compétences et des qualifications nécessaires pour des emplois bien rémunérés. Aussi, la répartition inégale du travail domestique, où les femmes assument une grande part de responsabilités familiales non rémunérées, peut entraver l'autonomisation économique de ces dernières. Cela limite le temps et l'énergie que les femmes peuvent consacrer à leur carrière professionnelle.

L'autonomisation économique des femmes fait référence au processus par lequel les femmes acquièrent le contrôle sur leurs propres ressources économiques, accèdent à des opportunités égales sur le marché

du travail et dans le monde des affaires, et prennent des décisions économiques en toute indépendance.

Cela implique que les femmes soient en mesure de gérer leurs finances, d'accéder à l'éducation et à la formation, d'obtenir des emplois rémunérés de manière équitable, de créer leurs propres entreprises et de participer pleinement à l'économie sans être entravées par des discriminations de genre ou des inégalités structurelle.

Les obstacles face à cette autonomisation résident dans les opportunités d'emploi limitées. Le quartier Gabadji est souvent touché par un chômage élevé et une économie informelle prédominante. Les femmes qui souhaitent travailler se retrouvent confrontées à un manque d'emplois formels et sécurisés, les forçant à ac-

cepter des emplois informels et précaires, où les salaires sont souvent bien en deçà du seuil de subsistance.

De plus, l'absence d'infrastructures de qualité et en particulier les conditions inappropriées du marché municipal, limitent davantage la capacité des femmes d'exercer leurs activités économiques (Malsouka et Hellelém et autres produits).

1.5. Les produits de tiroir comme opportunités pour l'autonomisation économique des femmes

Les produits de tiroir offrent des opportunités économiques d'importance pour l'autonomisation des femmes.

De nombreux groupes de femmes, ont acquis des compétences précieuses transmises de génération en génération.

Ces compétences, telles que la couture, la broderie, ou les feuilles de « Malsouka » comme c'est le cas à Gbadji et bien d'autres, peuvent être mises à profit pour créer des produits uniques et de haute qualité.

Les femmes peuvent commercialiser ces articles à l'échelle locale, nationale et internationale, en utilisant des différents canaux de distribution, des marchés artisanaux, et des coopératives dans le cadre de l'économie sociale et solidaire. Cela leur permet de générer des revenus supplémentaires, de contribuer à l'économie locale et de renforcer leur indépendance économique.

Les consommateurs sont de plus en plus sensibles à l'origine et à la durabilité des produits de tiroir qu'ils achètent, ce qui crée une demande croissante pour des articles artisanaux authentiques et respectueux de l'environnement. C'est ainsi que pendant le mois de Ramadhan Gbadji devient une adresse incontournable pour les citoyens de toute la ville qui viennent acheter les feuilles de « Malsouka » et bien d'autres produits alimentaires. La configuration spatiale et sociale de Gbadji changera de paramètres tout au long du mois saint.

Les femmes qui se lancent dans la fabrication de ces produits peuvent non seulement tirer parti de cette tendance, mais aussi promouvoir des pratiques durables favorisant cette autonomisation.

Cette autonomisation ne peut être palpable et tangible qu'à travers une infrastructure adéquate à ce type d'activités économiques. Les femmes rencontrées au cours des focus group ou lors des entretiens individuels, réclament la nécessité indéniable de restaurer le marché municipal déjà en très mauvaise condition.

Par ailleurs, les produits de tiroir permettent aux femmes de Gbadji de diversifier leurs sources de revenus et de devenir entrepreneures, ce qui renforce leur autonomie financière.

Elles ont la possibilité de gérer leur propre entreprise, de prendre des décisions commerciales importantes et de gagner leur vie de manière indépendante.

Cela contribue à réduire leur dépendance économique vis-à-vis des autres membres de la famille et à renforcer leur rôle dans la société.

En encourageant et en soutenant les femmes dans la production de produits de tiroir, les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les entreprises peuvent contribuer de manière significative à l'autonomisation économique des femmes, tout en favorisant la diversité et la durabilité économiques.

1.6. OVOP un modèle de développement favorisant l'autonomisation économique des femmes

Le modèle de développement "Un village, un produit" (OVOP), également connu sous le nom "One Village, One Product" (OVOP), est une approche de développement économique et communautaire qui a été initialement développée au Japon dans les années 1970. L'idée fondamentale derrière ce modèle est de mettre en valeur les ressources et les compétences locales d'un village ou d'une communauté, et de les transformer en un produit unique qui peut être vendu sur le marché.

L'objectif est de stimuler l'économie locale, de créer des opportunités d'emploi et de renforcer le tissu social de la communauté.

Dans le cadre de ce modèle, chaque village, quartier ou communauté identifie une ressource ou une compétence spécifique qui lui est propre, qu'il s'agisse de l'artisanat traditionnel, de la production agricole, de l'artisanat, de la culture locale, ou d'autres atouts.

En mettant l'accent sur cette ressource distinctive, le village ou le quartier peut créer un produit unique et de haute qualité qui incarne l'identité locale. Ce produit est ensuite promu sur le marché, non seulement localement, mais aussi à l'échelle nationale et internationale, ce qui peut contribuer à la croissance économique de la localité.

L'approche "Un village, un produit" a été adoptée avec succès dans de nombreux pays à travers le monde, contribuant à revitaliser les économies locales, à préserver les traditions culturelles et à renforcer les communautés. Cela montre comment en valorisant les ressources locales et en encourageant l'entrepreneuriat communautaire, il est possible de créer des opportunités de développement durable qui profitent à tous les habitants de la localité.

On s'aperçoit à ce niveau de la démarche, qu'à Gabadji tous les ingrédients sont présents pour établir ce modèle de développement. Les femmes de Gabadji, pour ainsi dire, sont

très hautement placées pour conduire cette approche au travers leurs compétences qu'elles acquissent depuis en matière de l'artisanat alimentaire, les feuilles de « Malsouka » et les « Hlalems » en particulier.

Pour s'affirmer entant que citoyennes autonomes, les femmes de Gabadji, leurs manquent les mécanismes nécessaires pour sortir avec leurs produits artisanaux du local vers d'autres horizons plus larges.

1.7. Autonomisation économique des jeunes: une panne à géométrie multiple

L'autonomisation et l'inclusion économique des jeunes vulnérables sont des impératifs essentiels pour favoriser le développement durable et l'équité sociale.

Tout d'abord, l'autonomisation économique des jeunes vulnérables, tels que les jeunes issus de milieux défavorisés, comme celui de Gabadji, repose sur la création d'opportunités équitables d'accès à l'éducation, à la formation professionnelle et au marché du travail.

Cela implique la mise en place de politiques publiques favorables, la promotion de l'entrepreneuriat, et le renforcement des compétences pour permettre à ces jeunes de devenir des acteurs actifs de l'économie.

Le focus group réalisé avec les jeunes de Gabadji, révèle une situation de précarité socioéconomique touchant la quasi-totalité de ses habitants.

Les jeunes, en particulier, sont souvent confrontés à des taux de chômage élevés en raison du manque d'expérience, de formation inadéquate et des barrières à l'entrée sur le

marché du travail. Ils ne sont ni dans le système de l'éducation, ni dans l'emploi, ni dans la formation (NEET).

Une étude sur l'inactivité et le chômage chez les jeunes en Tunisie nous révèle les données suivantes ; un jeune Tunisien sur trois dans le milieu rural (33,4%) et un jeune Tunisien sur cinq en milieu urbain appartiennent à la catégorie des NEET. Le taux est plus élevé chez les jeunes femmes que chez les hommes. Une jeune femme sur deux en milieu rural appartient à la catégorie NEET contre une sur trois en milieu urbain (32,4%)

La seule opportunité qui se présente à eux c'est de profiter de la saison touristique pour décrocher des petits métiers. Cela inclut à titre indicatif la location des parasols aux habitués de la corniche, la vente de quelques produits futiles, et rejoindre les cafés et les bars de la place pour servir les clients. Cette situation de vulnérabilité que vivent les jeunes de Gabadji est tributaire des facteurs qu'on peut les présenter comme suit :

1.8. Déficit scolaire aboutissant à un décrochage très élevé

Le décrochage scolaire et l'autonomisation économique des jeunes à Gabadji sont étroitement liés, et cette relation est souvent marquée par un cercle vicieux.

Lorsque les jeunes décrochent de l'école, ils se retrouvent souvent avec des perspectives d'emploi très limitées, ce qui entrave leur autonomisation économique. Le manque de qualification et d'éducation formelle rend plus difficile pour ces jeunes de trouver un emploi stable et bien rémunéré, les maintenant dans un cycle de pauvreté et de dépendance économique.

1.9. Manque d'opportunités et désengagement de l'Etat

La marginalisation économique des jeunes de Gabadji est également exacerbée par le désengagement des autorités locales. Les infrastructures insuffisantes, le manque d'investissement dans des projets de développement communautaire et l'absence de services de soutien contribuent à maintenir ces jeunes dans un état de vulnérabilité.

En l'absence de ces ressources essentielles, les jeunes de Gabadji ont des difficultés à accéder aux opportunités économiques et à améliorer leur situation financière. Il est impératif que l'État et les autorités locales reconnaissent l'urgence de la situation et mettent en place des politiques et des programmes visant à briser ce cycle de marginalisation économique, afin de permettre aux jeunes de ces quartiers de s'épanouir et de contribuer pleinement à la société.

Ibrahim : « Nous sommes écartés de l'échiquier économique, les pouvoirs locaux nous tourne le dos, ni projets, ni suivi de nos conditions difficiles, nous vivons dans la galère »

Il importe de signaler que l'Etat est en mesure de mettre systématiquement en œuvre de nouveaux outils et programmes innovants pour autonomiser les jeunes en fournissant des services d'orientation et une formation professionnelle pour avoir un emploi direct.

Les autorités locales devront soutenir des activités génératrices de revenu en collaborant avec des institutions financières et de microfinancement. Ces programmes de développement comprennent la fourniture de garanties de prêts, la formation des jeunes ainsi que le renforcement de leurs capacités au moyen d'initiatives mises au point en collaboration avec les partenaires disponibles.

1.10. Acteurs sociaux et engagement citoyen

Dans un contexte de crise comme celui de la Tunisie, les acteurs ont été confrontés à une crise des valeurs profondément enracinée dans la société. Les idéologies de l'engagement et les croyances traditionnelles ont été remises en question, créant une tension entre les générations et les visions divergentes de l'avenir du pays.

Malgré la crise des valeurs, les jeunes tunisiens ont émergé comme des acteurs essentiels dans le paysage politique et social du pays. Ils ont adopté une approche résolue face à l'engagement citoyen, cherchant à transcender les divisions et à promouvoir une vision plus progressiste de la Tunisie. Cependant, cette résistance n'est pas sans défis.

Les jeunes font face à des pressions sociales et politiques, ainsi qu'à un manque de ressources pour soutenir leurs initiatives.

De plus, la polarisation politique et les obstacles à la participation politique peuvent décourager certains jeunes de s'impliquer activement dans la vie publique.

1.12. Crise de valeurs et déclin institutionnel

Dans un contexte de crise comme celui de la Tunisie, les acteurs ont été confrontés à une crise des valeurs profondément enracinée dans la société. Les idéologies de l'engagement et les croyances traditionnelles ont été remises en question, créant une tension entre les générations et les visions divergentes de l'avenir du pays.

Malgré la crise des valeurs, les jeunes tunisiens ont émergé comme des acteurs essentiels dans le paysage politique et social du pays. Ils ont adopté une approche résolue face à l'engagement citoyen, cherchant à transcender

les divisions et à promouvoir une vision plus progressiste de la Tunisie. Cependant, cette résistance n'est pas sans défis.

Les jeunes font face à des pressions sociales et politiques, ainsi qu'à un manque de ressources pour soutenir leurs initiatives.

De plus, la polarisation politique et les obstacles à la participation politique peuvent décourager certains jeunes de s'impliquer activement dans la vie publique

1.11. Facteurs entravant la citoyenneté active des jeunes et des femmes de Gabadji

Il y a plusieurs facteurs pour lesquelles les jeunes et les femmes de Gabadji sont à l'écart de la participation dans la chose publique. Il est important de noter que ces facteurs peuvent varier en fonction de plusieurs dimensions :

Déficit d'éducation civique : Les femmes et les jeunes de Gabadji ont un accès limité à l'éducation civique et à l'information sur le fonctionnement du système politique et les mécanismes de participation. Cela peut les laisser mal informés sur leur rôle dans la démocratie

Désintérêt et cynisme : Les femmes et les jeunes de Gabadji peuvent se sentir désintéressés par la politique en raison du sentiment que leur voix ne compte pas ou que les politiciens ne les représentent pas adéquatement. Ce cynisme peut décourager leur participation.

Le propos de Hadil confirme ce constat « Les associations nous ont souvent fait des promesses non tenues. Elles évoquent la création de salles de sport et d'autres initiatives, enregistrent nos requêtes, mais ne produisent pas de résultats concrets. Leur présence se limite souvent à nous écouter et à soutenir nos revendications, alors j'ai perdu confiance en elles »

Barrières économiques : La pauvreté et le manque de ressources financières peuvent empêcher les jeunes et les femmes de s'engager dans des activités politiques, comme assister à des réunions ou participer à des campagnes politiques.

Discrimination et marginalisation : Les jeunes et les femmes de Gabadji peuvent faire face à la discrimination économique ou de genre, ce qui peut les décourager de participer à la vie publique en raison de l'exclusion sociale qu'ils ressentent. Farida a relevé la question de la participation des femmes dans la chose publique « Si je pense un jour à participer à des activités associatives ou politiques je risque ma stabilité familiale, mon mari sera le premier à m'interdire violemment de faire ça »

Manque de modèles et de mentors : L'absence de modèles positifs et de mentors politiques dans le quartier peut limiter les opportunités pour les jeunes et les femmes de s'impliquer dans la politique. Effectivement, Gabadji n'est à l'écoute permanente, c'est sporadiquement que les habitants du quartier se sentent valorisés en tant que citoyens à part égale. Fatma qui est attentive à ce genre de situation accuse l'opportunisme des politiques qui s'intéressent à Gabadji que pendant

les campagnes électorales, autrement c'est l'amnésie politique.

Violences et instabilité : Les quartiers populaires comme celui de Gabadji sont confrontés à des problèmes de violence, ce qui peut créer un climat d'insécurité et décourager la participation civique.

Il est essentiel de reconnaître ces obstacles et de travailler à les surmonter.

Encourager l'éducation civique, créer des espaces sûrs pour le dialogue politique, promouvoir la diversité dans la politique et prendre des mesures pour réduire la discrimination sont quelques-unes des approches qui peuvent aider à accroître la participation des jeunes et des femmes du quartier Gabadji dans la chose publique pour une démocratie locale inclusive et représentative.

2. Présentation des résultats de l'enquête quantitative

Cette partie est basée sur ce que l'enquête a révélé suite à l'analyse des réponses aux différentes questions posées lors de

l'administration du questionnaire auprès de l'échantillon des habitants du quartier Gabadji.

2.1. Situation sociodémographique

Si, auparavant, le taux d'activité des femmes était considéré comme un marqueur de leur émancipation et d'une société développée, quel serait aujourd'hui celui qui définirait le mieux le niveau d'insertion des femmes dans la société ? Les indicateurs sociodémographiques étudiés dans ce premier volet de la présenta-

tion des résultats sont issus des données recueillies dans la présente enquête quantitative et vont permettre d'avoir une idée sur la mesure de la place des femmes à l'échelle du quartier Gabadji.

2.1.1. Âge et situation matrimoniale

Composition échantillon

Tranche d'âge	Femmes	Femmes Commerçantes	Hommes	Ensemble
Moins de 18 ans	3,2%			1,9%
18-24 ans	12,9%	10%	33,3%	17,0%
25-34 ans	12,9%	10,0%	8,3%	11,3%
35-49 ans	35,5%	40,0%	16,7%	32,1%
50-62 ans	22,6%	10,0%		15,1%
Plus de 62 ans	12,9%	30,0%	41,7%	22,6%
Total	58,5%	18,9%	22,6%	100%

2. Répartition des sondés par tranches d'âges

Diagnostiquer le phénomène de l'insertion sociale au niveau communautaire est une tâche d'autant plus ardue que nulle définition ne paraît incontestable. C'est la raison pour laquelle l'analyse de l'insertion sociale doit tenir compte de plusieurs indicateurs et éviter l'hypothèse d'une trajectoire d'insertion unique et d'un parcours modèle d'entrée dans la vie active.

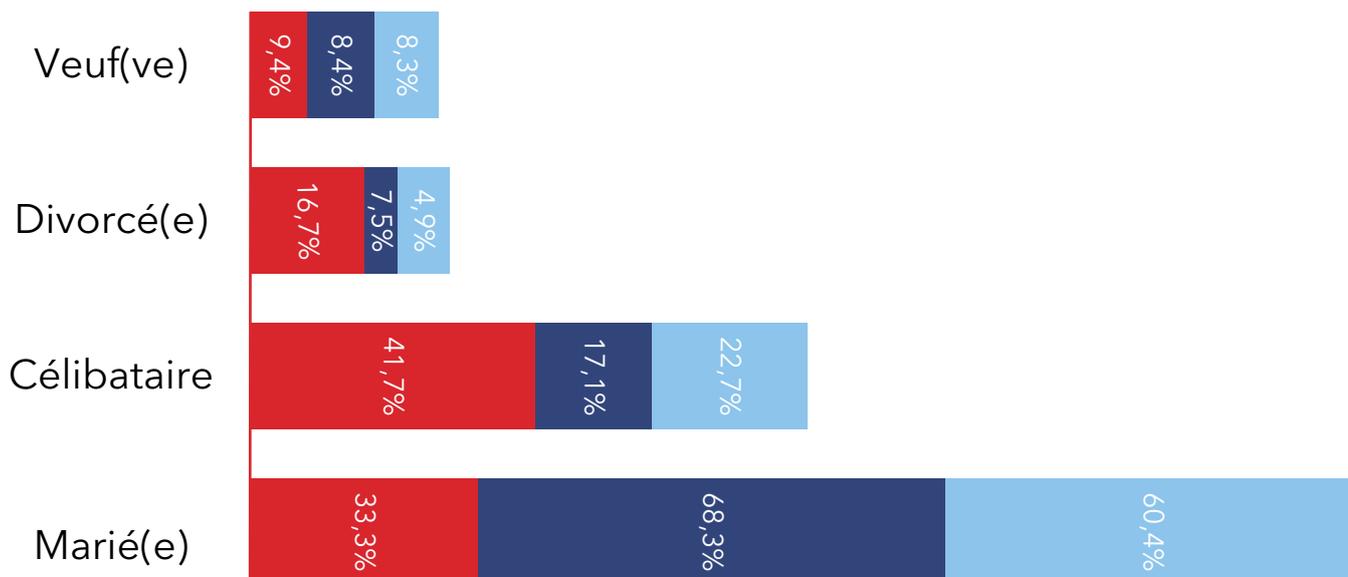
Ceci explique l'intérêt de cette première section qui cherche à examiner les deux aspects âge et état matrimonial de la population de l'enquête.

D'après les données du tableau 2 qui donne la répartition des sondés par tranches d'âges, presque un tiers des habitants sondés et des habitantes sondées, soit 32,1%, ont pour âge entre 35 et 49 ans, et un peu moins d'un quart d'entre eux et elles (22,6%) sont âgés de plus de 62 ans. Ce qui coïncide assez logiquement avec l'importance des « familles avec enfants » dans notre échantillon (voir plus loin).

On doit noter des proportions relativement assez fortes (respectivement 40% et 30%) des femmes commerçantes dont les tranches d'âges sont de 35 - 49 ans et plus de 62 ans.

Ces deux derniers constats peuvent être justifiés par les faits que les effets et les expériences de la pauvreté, des divorces hâtifs et de veuvage ne sont pas les mêmes parmi les hommes et parmi les femmes.

En effet, lorsque la pauvreté s'installe ou bien lorsque le veuvage ou le divorce survient, les attitudes de recherche de revenu supplémentaire caractérisent plus les femmes veuves que les femmes mariées, et beaucoup plus les veuves que les veufs.



5. Répartition des sondés de 18 ans et plus par situation matrimoniale

La situation matrimoniale des femmes peut être un important facteur pour le statut social et économique. Les femmes isolées (célibataire, veuve ou divorcée), souvent âgées se voient refuser les aides auxquelles elles ont droit.

Les femmes sont aussi potentiellement vulnérables aux lois coutumières discriminatoires en matière d'héritage.

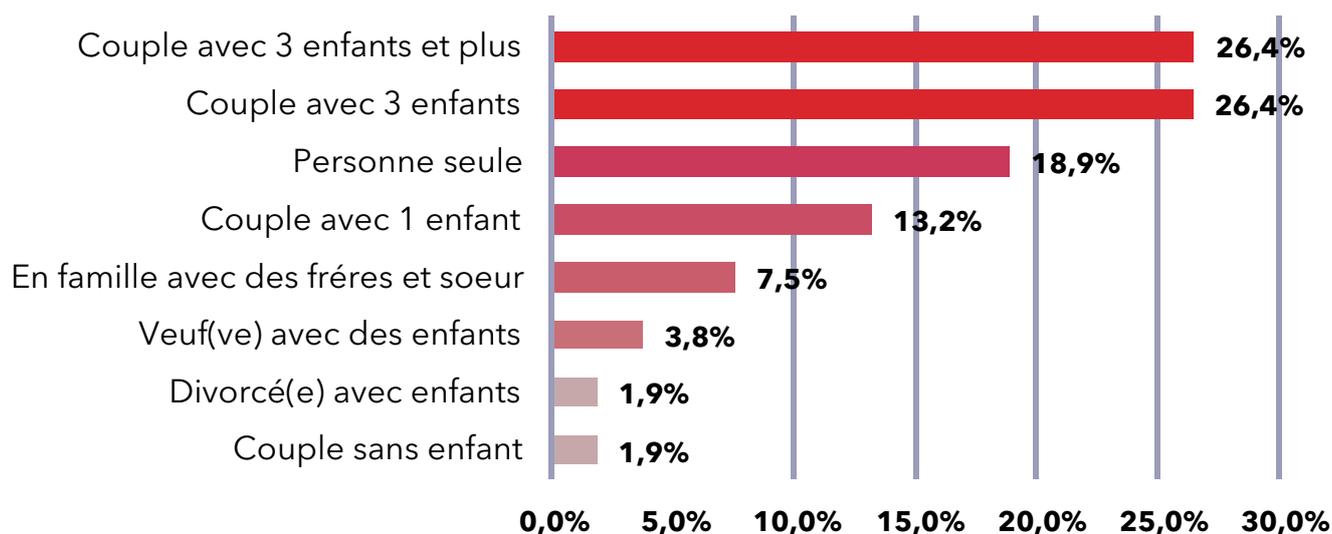
Les habitants sondés, les femmes et femmes commerçantes enquêtées âgées de 18 ans et plus à travers la figure 4 ci-dessous indique qu'un peu moins de deux-tiers de l'ensemble des sondés sont mariés (60,4%).

Près d'une personne majeure sur quatre, soit 22,6% est célibataire. Les autres situations matrimoniales sont moins représentées et n'atteignent pas 20%.

On compte 68,3% de femmes mariées contre 33,3% d'hommes, soit près du double.

Le taux de célibat est plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Il est estimé à 41,7% et 17,1% respectivement. Cette situation est contraire pour la situation matrimoniale de divorcé(e), et presque la même pour les veufs(ves).

2.1.2. Composition des ménages



6. Répartition des sondés de 18 ans et plus par situation matrimoniale

D'après les données du graphique 5 ci-dessous, on retrouve parmi les ménages sondés et présents sur le quartier Gabadji une majorité de personnes avec enfants, qu'elles soient en couple ou non : leur part représente 66%.

Les familles monoparentales sont généralement composées d'une femme seule avec au moins un enfant : leur part représente 5,7%.

2.1.3. Catégories socioprofessionnelles

Comme les catégories socioprofessionnelles (CSP) constituent un outil puissant d'analyse de la société, on examine ci-dessous la distribution des sondés du quartier Gabadji par catégorie socioprofessionnelle.

(1) Il s'agit aussi de distinguer les CSP identifiées des habitants du quartier selon le genre de l'enquêté.

Selon cette typologie, on remarque que pour l'ensemble des femmes sondées, un peu plus de la moitié (51,2%) appartiennent à la catégorie « femme au foyer ». Un croisement entre les trois variables statistiques CSP, statut matrimonial et âge révèle que plus des deux tiers (67,7%) de ces femmes sont mariées ayant au moins un enfant et sont âgées entre 25 et 49 ans.

Une interprétation possible pour un tel constat est que l'interruption de l'activité professionnelle survient souvent à l'occasion de l'arrivée

Enfin, les membres de couples sans enfants représentent seulement 1,9%, et le taux de personne seule est de l'ordre de 18,9%.

d'un enfant, et aussi liée à une conjoncture économique moins favorable. Près du tiers, soit 29,3%, des femmes sondées sont des artisanes ou commerçantes, et les « ouvrières/employées » sont représentées avec une proportion de 7,3%. Enfin, les femmes sondées actives (âgées de 15 ans et plus) et inoccupées sont représentées avec une proportion relativement forte, soit un taux de 61%.

Par ailleurs, les femmes sondées et exerçant actuellement des activités commerciales étaient respectivement en emploi, en chômage et en étude avec des proportions respectives de 70% (dont 57,1% d'entre elles de manière permanente et 42,9% de manière occasionnelle), 20% (avec une durée de chômage ne dépassant pas les 24 mois) et 10%. Une seule femme commerçante travaille actuellement pour son propre compte.

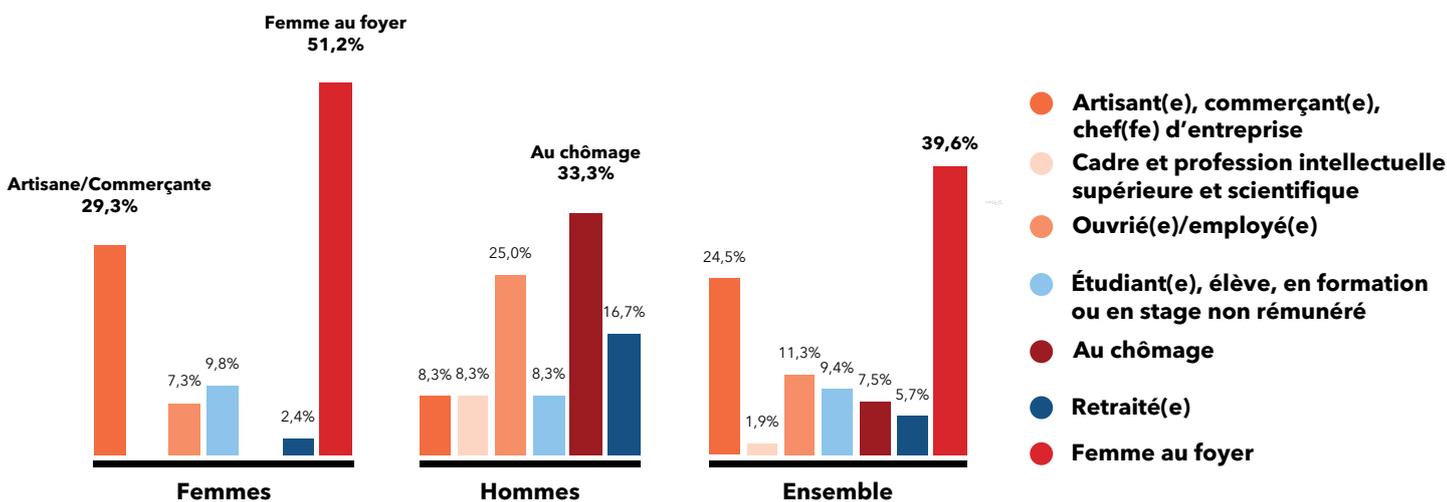
Le tiers des hommes sondés (33,3%) sont en chômage et la catégorie socioprofessionnelle

« ouvrier/employé » est représentée avec une proportion de 25% chez les hommes enquêtés.

que le taux de chômage est particulièrement élevé chez les habitants du quartier Gabadji.

Enfin, moins d'un homme sur dix, soit 8,3%, est cadre ou exerce une profession intellectuelle supérieure. Et les hommes sondés actifs (âgés de 15 ans et plus) et inoccupés sont représentés avec un taux de l'ordre de 41,6%, ce qui prouve

Pour l'ensemble des enquêtés, le « cadre et profession intellectuelle supérieure et scientifique » est représenté avec une proportion très faible, soit 1,9%.



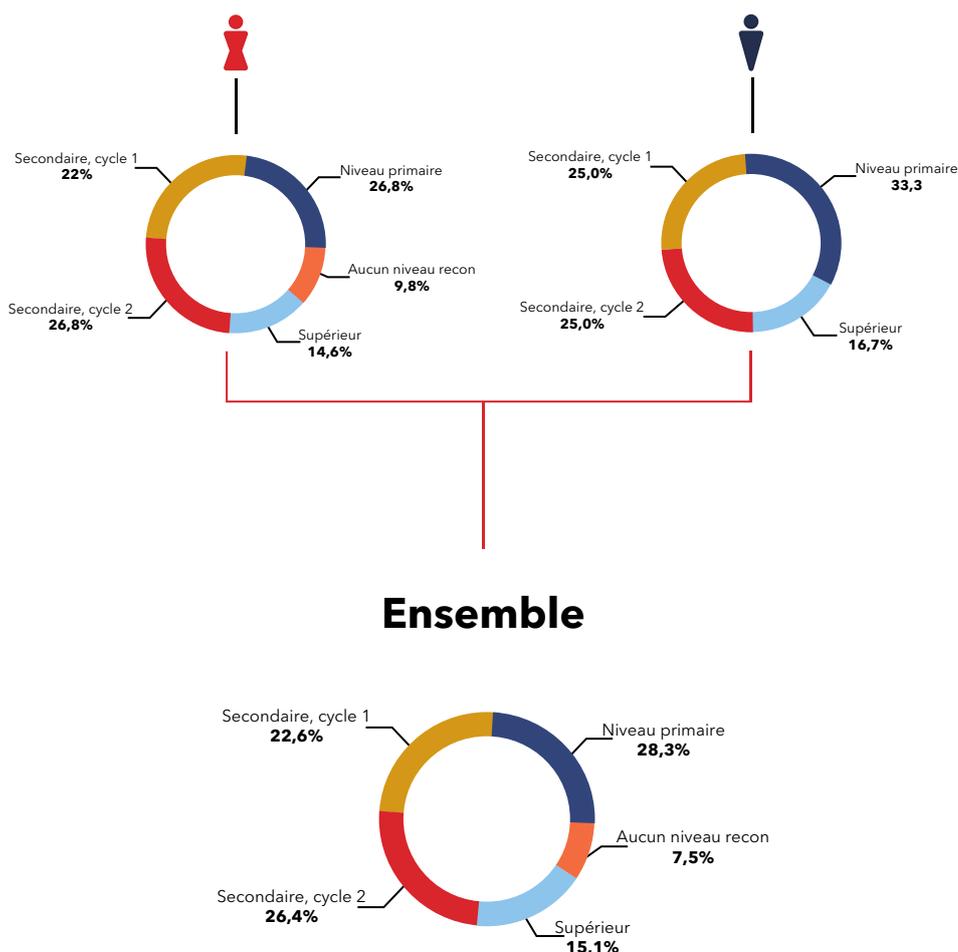
7. Répartition des sondés par catégories socio professionnelles

Enfin, en termes de taux d'occupation d'une activité professionnelle, les femmes sont nettement moins actives occupées avec un taux de 36,6%, alors que les hommes ont un taux d'occupation de l'ordre de 41,6%. Ceci explique bien le taux de chômage élevé (39,6%) auprès des habitants du quartier.

Dans ce qui suit, on va essayer de voir si le niveau de formation pourra expliquer en partie ces difficultés.

En conclusion, les données de la figure 6 ci-dessus mettent en évidence le profil-type du quartier Gabadji selon les caractéristiques socioprofessionnelles de ses habitants, et qui ne peut être qualifié que de quartier prioritaire puisque ses habitants sont confrontés à des difficultés d'insertion professionnelle aiguës.

2.1.4. Niveaux de scolarisation



8. Répartition des sondés par niveau d'instruction et selon le genre

Sur l'ensemble de l'échantillon, 92,5% des personnes ont déjà fait des études. Cette proportion est plus faible chez les femmes et atteint 90,2%.

Une des conséquences de cette forte proportion de ceux qui sont passés par l'école est le principe de l'obligation de l'instruction imposé en Tunisie au lendemain de l'indépendance et exigeant que tous les enfants âgés de six ans bénéficient de l'acte de l'apprentissage et de l'éducation.

Néanmoins, ce diagnostic positif doit être nuancé.

Le taux de scolarisation primaire est de 26,8% chez les femmes et près du tiers (33,3%) chez les hommes laissant supposer que l'échec scolaire et le désintérêt pour le savoir et la culture ne vient plus seulement de la société, mais aussi de l'école elle-même, victime des tribulations

répétées des réformes successives entreprises par les différents gouvernements qui se sont relayés depuis 2011 (Fig.7).

Quant au taux net de scolarisation au secondaire du cycle 1, il concerne à peine moins qu'un quart de la classe d'âge 12-17 ans (22,6% pour l'ensemble des sondés). Toutefois, il est à noter que le taux d'instruction supérieur est presque le même parmi les hommes (16,7%) et parmi les femmes (14,6%) avec un écart de 2,1% favorable aux hommes.

Par contre, en l'absence de tout niveau d'études, le taux est nettement supérieur chez les femmes avec 9,8% comparé aux hommes qui est nul.

2.1.5. L'ancienneté de la résidence et de l'activité commerciale

Selon les caractéristiques de résidence enregistrées dans le cadre de l'enquête, un peu moins de 9 personnes sur 10, soit 88,4%, des répondants au sondage sont établis à Gbadji depuis plus de 10 ans.

L'analyse des résultats de l'ancienneté de la résidence ventilés par la variable genre permet de constater une proportion plus élevée de répondants Hommes (91,7%).

On révèle également un taux particulièrement faible de personnes ayant une ancienneté de résidence de moins de 5 ans (4,6%).

Quant aux femmes qui exercent une activité commerciale à Gbadji, l'analyse des réponses révèle aussi que neuf commerçantes sur dix ont une ancienneté professionnelle à Gbadji depuis plus de 10 ans.

Composition échantillon				
Ancienneté de résidence	Femmes	Hommes	Ensemble	Femmes Commerçantes <small>(Ancienneté dans l'activité à Cappellet)</small>
Depuis moins de 2 ans	3,2%		2,3%	10%
De 3 à 5 ans		8,3%	2,3%	
De 6 à 10 ans	9,7%		7,0%	
Depuis plus de 10 ans	87,1%	91,7%	88,4%	90%
Total	72,1%	27,9%	100,0%	100%
Propriétaire du logement	45,2%	25,0%	39,5%	Propriétaire du local 60%
Locataire du logement	45,2%	41,7%	44,2%	Local Loué 20%
Hébergé(e)	9,7%	33,3%	16,3%	Dans la rue 20%

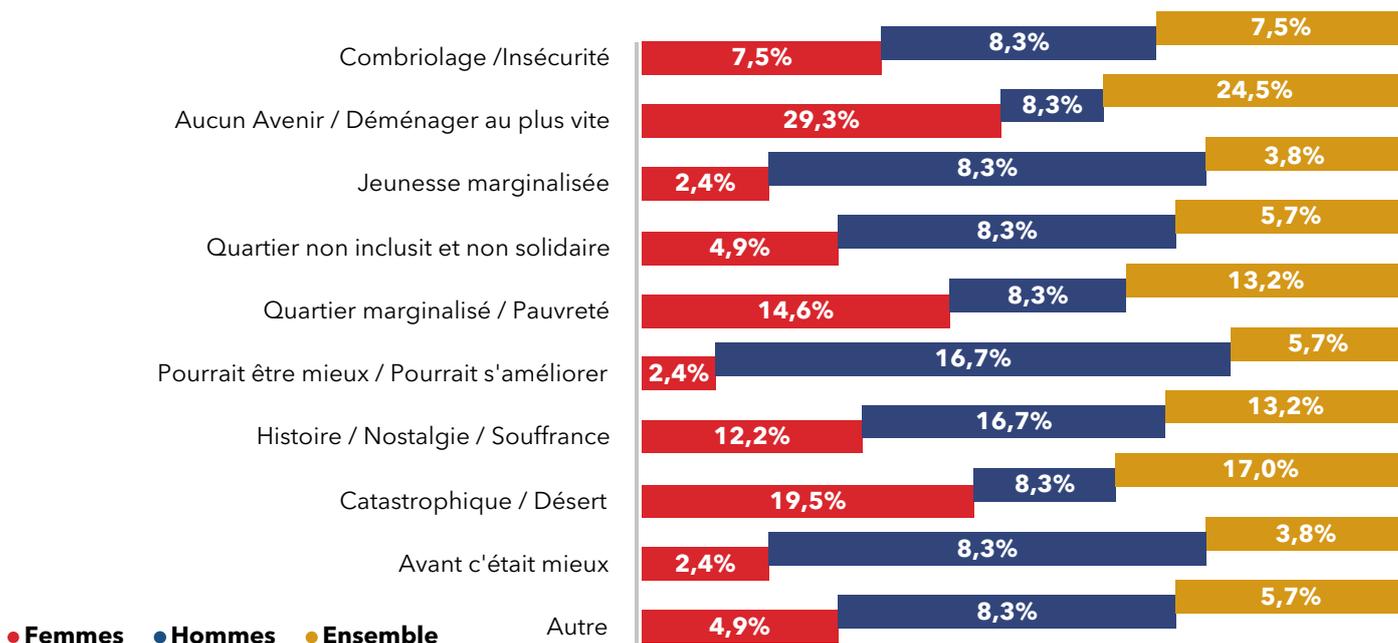
3. Ancienneté de résidence ou de travail à Gbadji et modes d'occupation de l'habitat

Les données de la deuxième partie du tableau 3 ci-dessus décrivent les modes d'occupation de l'habitat et révèlent que les sondés locataires de leur logement se manifestent avec un taux de 44,2% contre une proportion de 39,5% de sondés propriétaires de leur logement.

Enfin, plus de la moitié (60%) des commerçantes sont propriétaires de locaux à usage commercial contre 20% des répondantes qui se sont installées dans la rue pour exercer leurs activités commerciales.

2.2. Gabadji comme espace de vie ou d'activité économique

2.2.1. La représentation des habitants de leur quartier



9. Pouvez-vous dire en quelques mots ce que le quartier Gabadji représente pour vous ?

À la représentation des habitants de leur quartier, l'enquête s'est consacrée à l'analyse des réponses à une question ouverte : « Pouvez-vous dire, en quelques mots, ce que le quartier Gabadji représente pour vous ? ». Les opinions émises ne sont alors pas induites par un protocole d'interrogation trop directif qui entraînerait des réponses limitées et préétablies.

Pour autant, les réponses exprimées n'échappent pas entièrement à toute influence et particulièrement au poids des valeurs intégrées par tous.

Cette section s'emploie à caractériser les modes d'habiter des habitant(e)s du quartier Gabadji et analyser les opinions émises.

Il ressort de l'analyse des réponses un premier constat. Le mot « Gabadji » est très évocateur puisque 13,2% des interviewés en proposent spontanément « Histoire / Nostalgie ». Ces deux mots riment ensemble, d'abord, avec l'idée gravée d'un vécu de relations harmonieuses entre les ex-habitants et un quartier où l'on a pu « vivre ensemble » en bonne entente qui rassemblent à travers l'expression « Avant c'était mieux » avec une proportion de l'ordre de 3,8%.

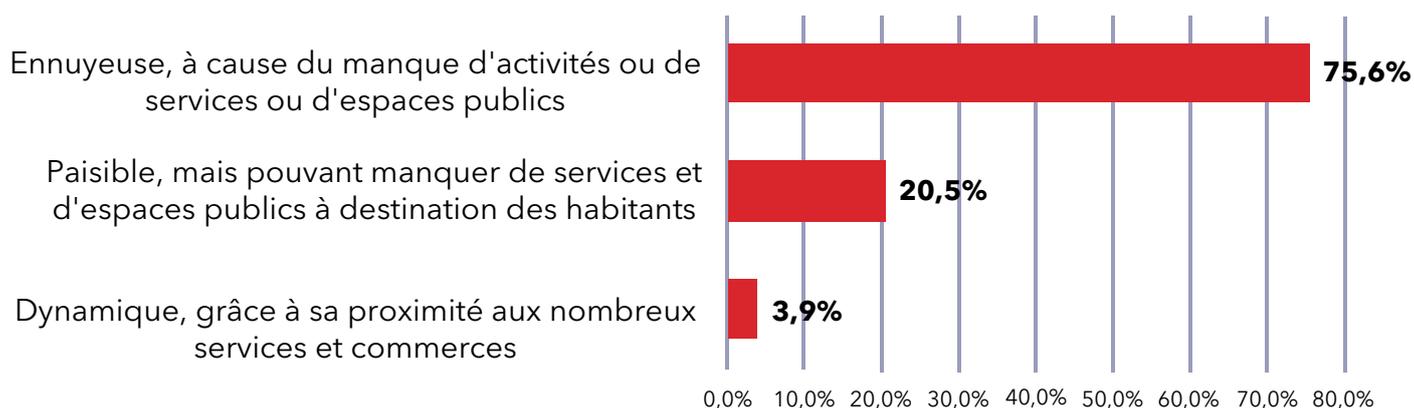
Toutefois, pour cette proportion de sondés, ils mentionnent en même temps le mot « Souffrance » en relation avec le présent.

La dimension économique est ensuite abordée par les personnes interrogées, que ce soit à travers l'expression «Aucun avenir / Déménager au plus vite » avec un taux de l'ordre de 24,5%, ou de l'équité des conditions de vie et de la pauvreté qui rassemblent 13,2% des suffrages, ou de « l'insécurité » qui est mentionnée avec une proportion de 7,5%, ou du dire « une jeunesse marginalisée » déclaré avec un taux de 3,8%.

La solidarité et l'entraide, comme dimension de la cohésion sociale, arrivent au milieu du classement des citations (5,7%) à travers les expressions « Quartier non inclusif et non solidaire ».

Enfin, les sondés optimistes songent à un avenir meilleur à travers l'expression « Pourrait être mieux / pourrait s'améliorer » avec une représentation de l'ordre de 5,7%. Il convient enfin de souligner qu'il existe peu de différences cognitives entre les dires des habitants et celles des habitantes à propos du quartier Gabadji (Fig.8).

2.2.2. La vie à Gabadji selon les enquêtés



10. Selon vous, la vie à Gabadji vous semble dynamique, agréable, paisible ou ennuyeuse ?

La vie au quartier Gabadji fait partie d'une quotidienneté évidente qui rend difficiles les opinions nuancées des habitants(es) sur leur quartier.

En réponse à la question fermée

« Selon vous, la vie à Gabadji vous semble : ... », plus des trois-quarts des sondés, soit 75,6%, plébiscitent leur quartier et trouvent en première analyse ennuyeux à vivre (Fig.9).

Cette proximité de tous les jours favorise les réponses à l'aspect monolithique surtout si le jugement est trop cadré par le libellé de la question.

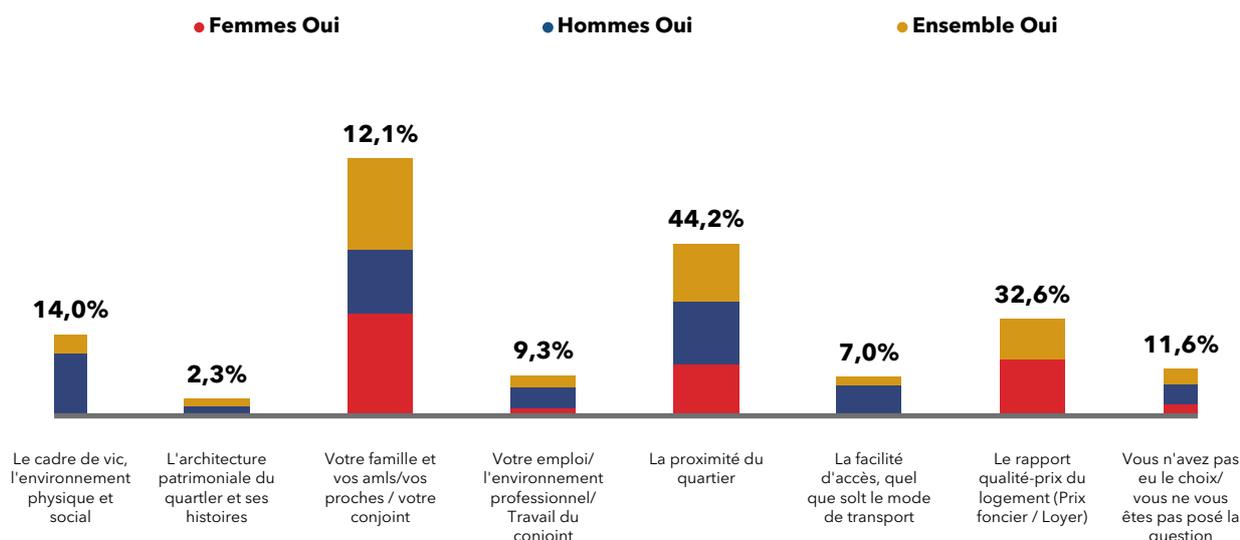
Ainsi, les inégalités de conditions de vie se reflètent dans cet espace social marqué par des signes objectifs : manque d'activités économiques qui participent à la vie du quartier, absence de services et de commerces locaux ou d'espaces publics, exposition aux nuisances et à l'insécurité, et entraîner ainsi une pénibilité telle qu'elle se manifeste par la volonté de déménager.

Ces caractéristiques du quartier constituent des préoccupations très prégnantes parmi la grande majorité de la population puisqu'elles ressortent avec un taux élevé. L'expression « Paisible » se manifeste chez les sondés avec une proportion de 20,5%.

La perception de ces sondés du quartier Gabadji est contenue dans des items spécifiques qui relatent d'abord le manque d'espaces publics à destination des habitants et des services comme la sécurité. Avec près de 4%, l'expression «

Dynamique » est la moins fréquente de tous. Cette faible part tendrait à montrer que aussi bien la proximité aux nombreux services que les commerces constituent des avantages du quartier Gabadji.

2.2.3. Les raisons du choix d'habitation à Gbadji



11. Les principales raisons du choix d'habitation à Gbadji selon le genre

À partir de l'analyse des réponses des enquêtés à la question « Qu'est-ce qui vous a motivée à vous installer dans ce quartier ou à y rester si vous avez grandi ici ? », cette section s'intéresse aux facteurs d'influence et des raisons du choix d'habitation dans le quartier Gbadji.

On essaye ainsi d'identifier les facteurs surtout socioéconomiques et les raisons qui ont poussé les habitants de Gbadji à faire le choix de s'installer dans ce quartier.

Pour l'ensemble des sondés, les raisons de l'implantation semblent multiples et imbriquées :

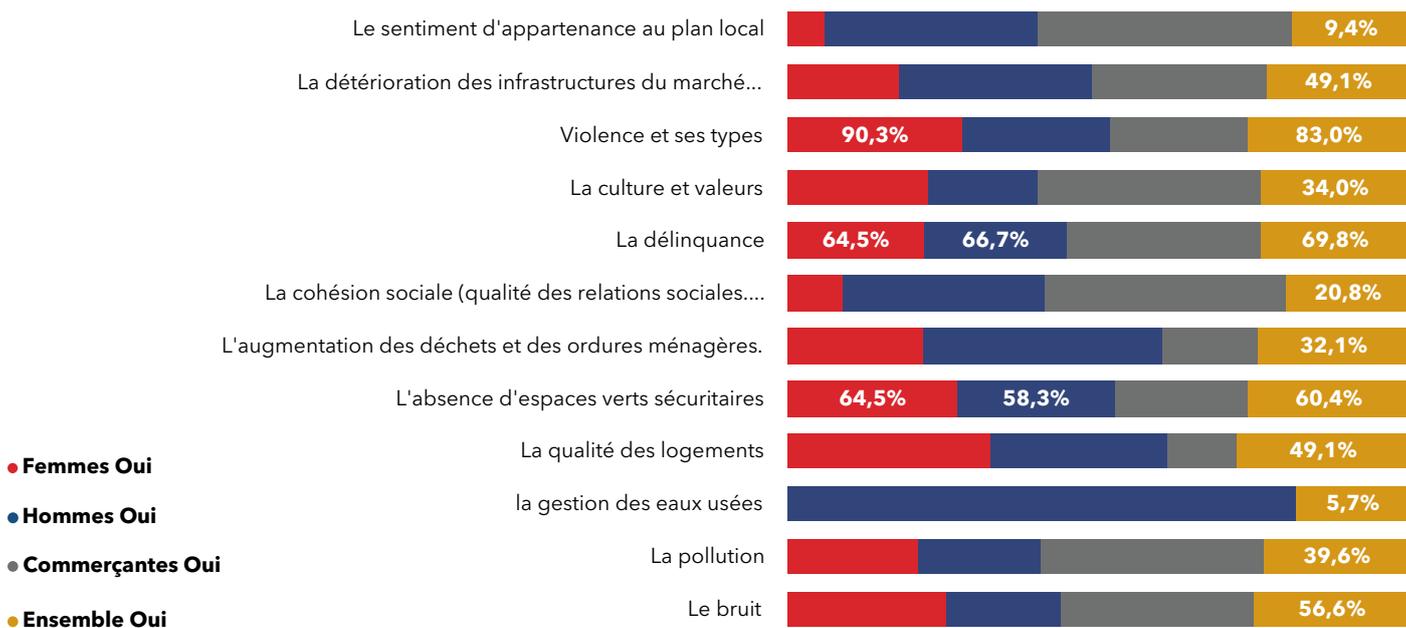
- Différentes formes « d'attaches locales » plus ou moins proches « La famille et les amis / les proches / le conjoint » apparaît comme un facteur de décision majeure (72,1%) pour l'ensemble des sondés, mais seulement avec une proportion de 50% chez les Hommes contre une forte proportion de l'ordre de 80,6% chez les Femmes qui semble être la première raison d'implantation à Gbadji.
- « La proximité du quartier » apparaît comme le second critère d'arbitrage (44,2%) pour l'ensemble des sondés, et avec des proportions presque égales pour les Hommes (50%) et pour les Femmes (41,9%).

- En troisième lieu, l'attrait « rapport qualité-prix du logement (Prix foncier / Loyer) » est avancé parmi les raisons d'implantation au quartier Gbadji (32,6%) avec une forte variation chez les Femmes (45,2%). Ainsi, l'aspect financier constitue un facteur majeur pour les Femmes contribuant à la décision d'implantation à Gbadji.

- D'autres critères d'arbitrage, souvent présentés dans un premier temps sous l'étiquette du « Cadre de vie, l'environnement physique et social » par les interviewés (14% pour l'ensemble des sondés et avec un taux élevé chez les Hommes de l'ordre de 50%), relèvent finalement de critères très « urbains » : « L'architecture patrimoniale du quartier et ses histoires » du quartier d'accueil (2,3%) contre un taux de 8,3% chez les Femmes

Les autres motifs avancés par les sondés sont exprimés avec des proportions nettement inférieures à celle l'aspect financier du logement. La figure 10 ci-dessous résume les principales raisons du choix d'habitation à Gbadji..

2.2.4. Les préoccupations environnementales actuelles des habitants



12. Les préoccupations environnementales actuelles des habitants de Gabadji

La manière de percevoir les enjeux environnementaux a été évoquée à travers la question

« Parmi les problèmes suivants liés à l'environnement dans le quartier, quels sont ceux qui vous interpellent le plus ? ».

Ainsi, en demandant aux habitant(e)s du quartier Gabadji quel est le problème qui les concerne le plus dans leur quartier parmi une liste de problèmes liés à leur qualité de vie, à leur environnement physique et à l'aspect social, ils évoquent en premier des préoccupations sociales comme la violence et ses types (83%, mais avec un taux plus élevé de l'ordre de 90,3% chez les femmes) et la délinquance (69,8% avec une proportion de 66,7% chez les hommes contre un taux de 64,5% chez les femmes).

Ces deux préoccupations majeures sont au cœur des difficultés du vivre-ensemble dans les quartiers urbains populaires, et peuvent expliquer, pour une bonne part, leur faible attractivité. Alors que l'absence d'espaces verts sécuritaires préoccupe plus d'un habitant sur deux (60,4%) pour l'ensemble des enquêtés contre un taux plus élevé chez les femmes de l'ordre de 64,5%.

Il semble ainsi que presque sept femmes sur dix sont préoccupées de cette absence d'espaces verts sécuritaires dans leur quartier, les empêchant ainsi de toute amélioration de leur qualité de vie dans le quartier.

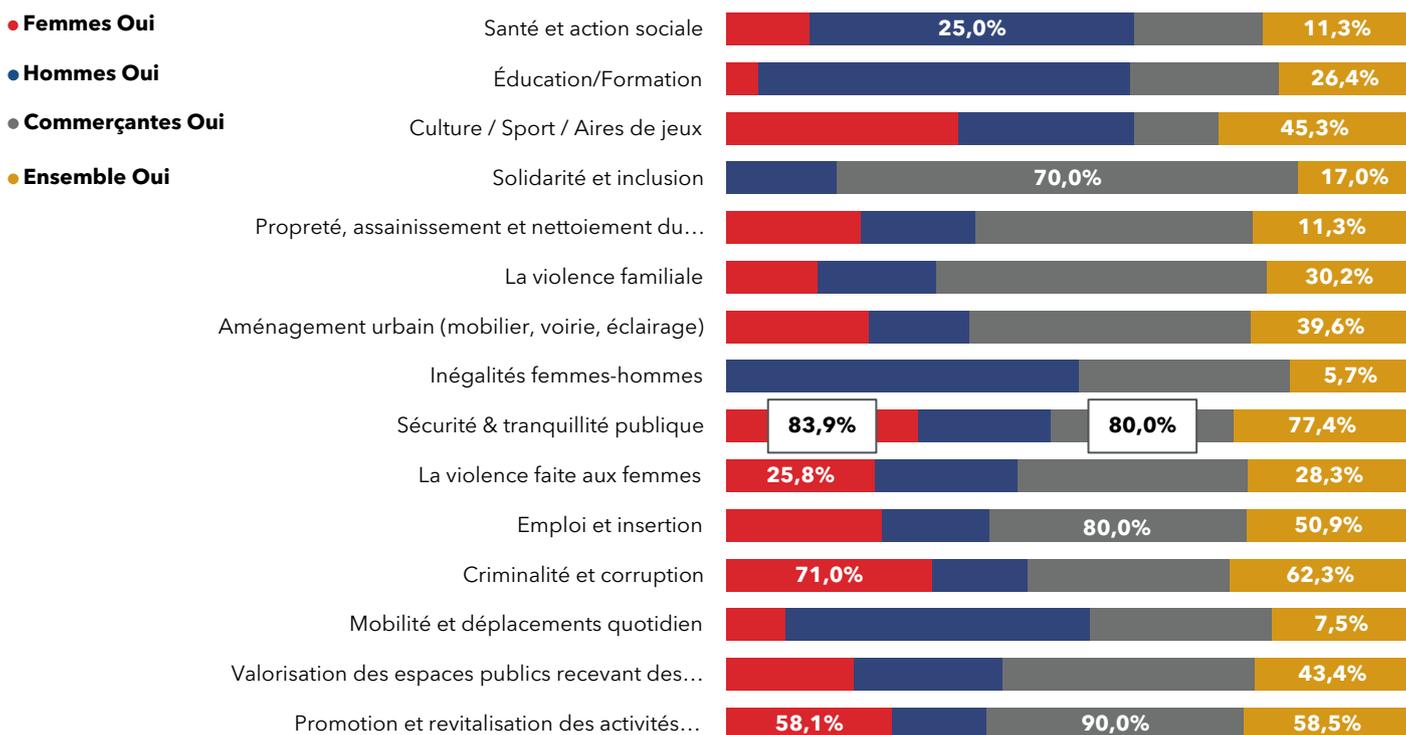
Ces deux sujets de type préoccupations physiques devançant le bruit (56,6%) et la détérioration des infrastructures du marché municipal et le déclin de la fréquentation des marchands (49,1%, mais seulement avec une proportion de 60% chez les femmes commerçantes) fréquemment perçu comme un lieu de rencontre pour tisser ou renforcer le lien social.

Ceci peut être confirmé par le fait que la préoccupation de la cohésion sociale n'a été exprimée par l'ensemble des interrogés que seulement avec un taux de l'ordre de 20,8%, et qui arrive au classement des préoccupations juste avant le sentiment d'appartenance au plan local (18,9%) que les habitants de Gabadji ne le considèrent pas comme un sujet majeur.

La figure 11 ci-dessous fournit plus d'informations intéressantes puisqu'elle donne les croisements des préoccupations environnementales des habitants du quartier Gabadji avec l'aspect genre.

Dans le même temps et avec presque les mêmes ordres de pondérations, les inquiétudes à l'égard du bruit (56,6%) et la qualité des logements du quartier (49,1%) constituent aujourd'hui des préoccupations soulevées par presque la moitié des sondés

2.2.5. Propositions d'actions pour améliorer la qualité de vie à Gabadji



13. Propositions d'actions pour améliorer la qualité de vie à Gabadji selon le genre

Dans le cadre d'une approche participative, l'enquête a interpellé les habitants du quartier à travers la question : « Parmi les thèmes suivants, quels sont ceux auxquels la commune de la ville de Sousse doit attacher une importance particulière ? » afin d'identifier les actions prioritaires de l'équipe municipale pour le quartier Gabadji.

L'analyse des contributions des habitants de Gabadji permettra de mieux les impliquer dans la vie du quartier, d'intégrer leurs réflexions dans la mise en œuvre du programme Femmedina et de prendre en compte leurs préoccupations majeures.

L'analyse des réponses des enquêtés fait ressortir la demande « Sécurité & tranquillité publique », intimement liées aux notions de cohésion sociale, de civilités et d'incivilités, au cœur des revendications exprimées par les sondés (77,4%).

Cette même revendication est placée en premier lieu par les femmes enquêtées (83,9%) et les femmes commerçantes interrogées (80%).

Ce constat témoigne de l'importance des politiques de sécurité urbaine, en étant profondément liées à la régulation des espaces publics et à leurs usages. Vient ensuite en deuxième position le thème de « la lutte contre la criminalité et la corruption » avec un taux de réponses affirmatives de 62,3% pour l'ensemble des enquêtés.

Parmi les propositions d'actions exprimées par les habitants, les deux thèmes « Promotion et revitalisation des activités économiques, commerciales et artisanales » et « Emploi et insertion » sont notés positivement respectivement avec des proportions de plus d'une personne sur deux (58,5% et 50,9%). Il est à noter que ces deux thèmes ont été choisis respectivement par neuf et huit femmes commerçantes sur dix.

Parallèlement, on prélève la proposition d'actions « Culture / Sport / Aires de jeux » qui est avancée avec une proportion de l'ordre de 45,3% chez l'ensemble des sondés qui estiment que ces actions peuvent améliorer la qualité de vie des suffrages à Gabadji.

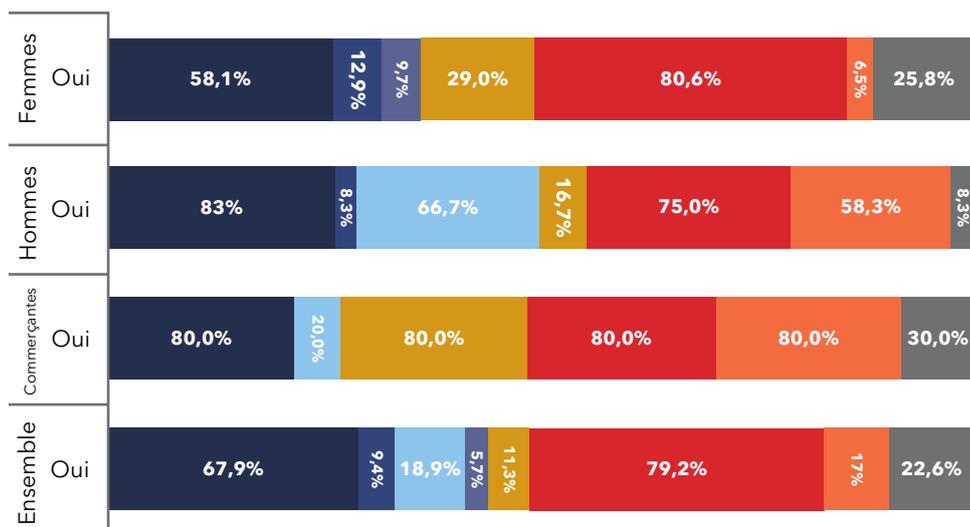
En effet, le sujet d'absence de lieux culturels, de

complexes sportifs et d'aires de jeux semble corrélé avec le manque d'activités pour les jeunes qui les poussent vers l'abandon scolaire et la délinquance.

La figure 12 ci-dessous résume toutes les informations en ce qui concerne les principales propositions d'actions exprimées par les suffrages auxquelles la commune de Sousse doit attacher une importance particulière.

2.2.6. Les éléments perçus comme manquants dans le quartier

- **Des espaces publics de qualité**
- **De la végétation**
- **Des bancs publics**
- **Des trottoirs confortables**
- **Des commerces**
- **De la sécurité**
- **De l'animation**
- **De la propreté**



14. Propositions d'actions pour améliorer la qualité de vie à Gabadji selon le genre

Questionnés sur les principaux éléments qui semblent indispensables afin de rendre la vie au quartier Gabadji plus agréable, les habitants ont offert une variété de réponses témoignant de l'état actuel du quartier.

Ainsi, à la lecture des données du graphique 13 ci-dessous, il ressort que l'élément perçu comme manquant le plus exprimé par l'ensemble des sondés est la sécurité dans le quartier (79,2%).

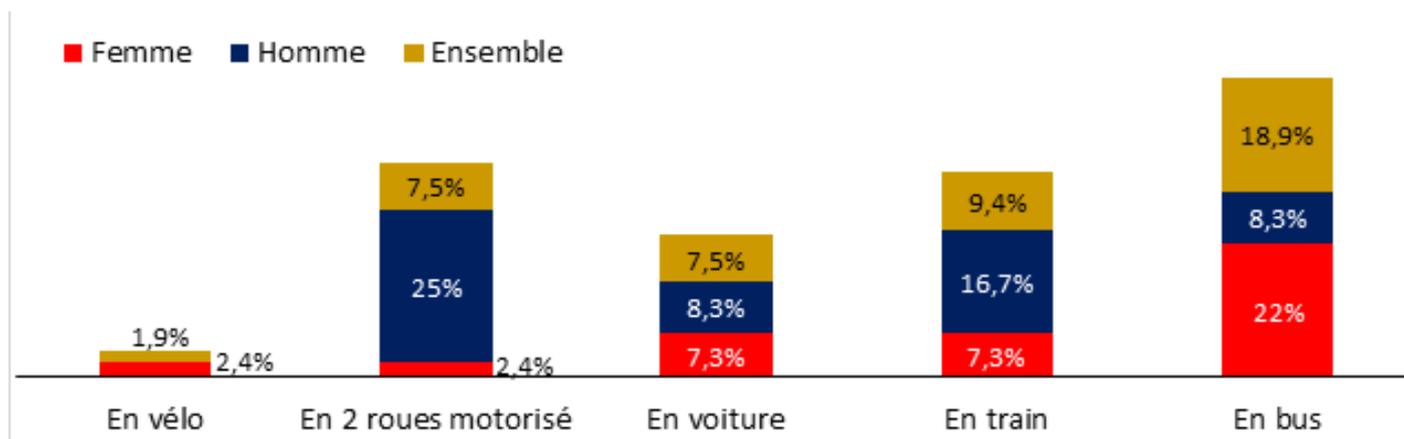
Cet élément est encore plus revendiqué de la part des femmes (80,6%) et des femmes commerçantes (80%) que par les hommes (75%). Les résultats élevés de cet élément manquant chez les femmes semblent justifier l'existence de lien direct entre le sentiment d'insécurité et la probabilité de victimisation des femmes. Toutefois, le fait d'éprouver un quelconque sentiment d'insécurité, une personne doit avoir une représentation de ce qu'est l'insécurité pour elle, ce qui peut expliquer les différences notées entre hommes et femmes.

Conscients de l'importance que jouent les espaces publics de qualité, en tant que lieux d'interactions qui favorisent la construction des identités individuelles et permettent de prendre conscience de l'existence et de la présence de l'autre, presque sept habitants sur dix (67,9%) réclament les autorités locales de pencher vers la résolution d'un tel problème au niveau du quartier Gabadji.

Il ressort aussi des données collectées et analysées que la grande majorité des hommes interrogés (83,3%) sollicitent l'équipe de la commune de Sousse de donner plus d'importance à cette véritable insuffisance d'espaces publics de qualité dans le quartier de Gabadji.

Enfin, pour terminer ce podium des éléments manquants sur le quartier Gabadji, les habitants sondés estiment que leur quartier est relativement propre par rapport aux autres quartiers de la ville et ne réclament cet élément manquant qu'avec des proportions assez faibles (22,6% de la part de l'ensemble des sondés et une portion moindre (8,3%) d'hommes contre 25,8% de la part des femmes).

2.2.7. Les modes de déplacement



15. Répartition des sondés par mode de déplacement

Les données recueillies sur les modes de déplacement ont indiqué que les répondant(e)s favorisent la mobilité douce. Ces dernières et derniers se déplacent principalement à pied.

Les données résumées dans la figure 14 ci-dessous prouvent que le bus est un mode de transport majoritairement utilisé par l'ensemble des sondés (18,9%), et particulièrement par les femmes habitantes du quartier (22%).

Il est à noter que des différences significatives liées au genre s'observent au niveau des transports publics.

De plus, on prélève que l'utilisation du mode de 2 roues motorisé de la part du quart des hommes enquêtés (25%) peut être associée à l'autonomie et aux risques liés à la circulation dans la ville de Sousse.

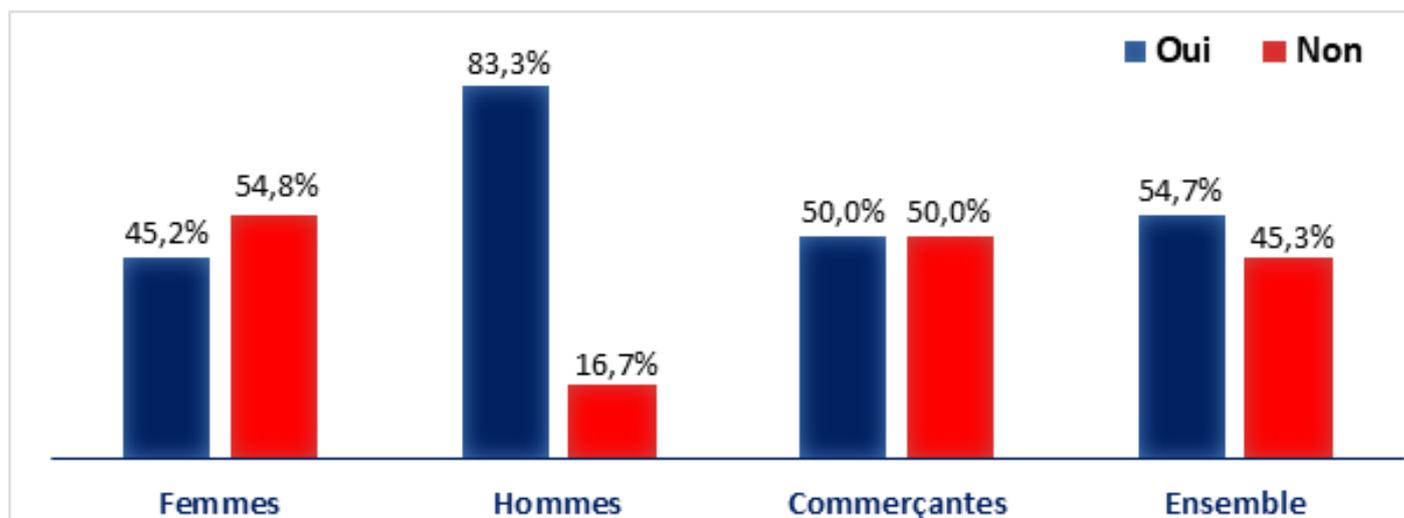
Enfin, les données de l'enquête ont mis en évidence que la voiture individuelle reste du point de vue des sondés un mode de déplacement peu utilisé, fort probablement en raison du niveau de vie des habitants du quartier Gabadji (classe populaire).

Ce constat a aussi été révélé pour le vélo probablement pour la raison de la situation du quartier Gabadji qui constitue un point privilégié à sa pratique urbaine.

Le bon fonctionnement des transports urbains constitue un vecteur majeur pour faire

progresser la situation des femmes au regard de l'emploi et de l'intégration sociale. Pour cette raison, on a souhaité comparer l'offre des transports urbains dans la ville de Sousse avec la perception qu'en ont les habitant(e)s du quartier Gabadji.

2.2.8. Les modes de déplacement

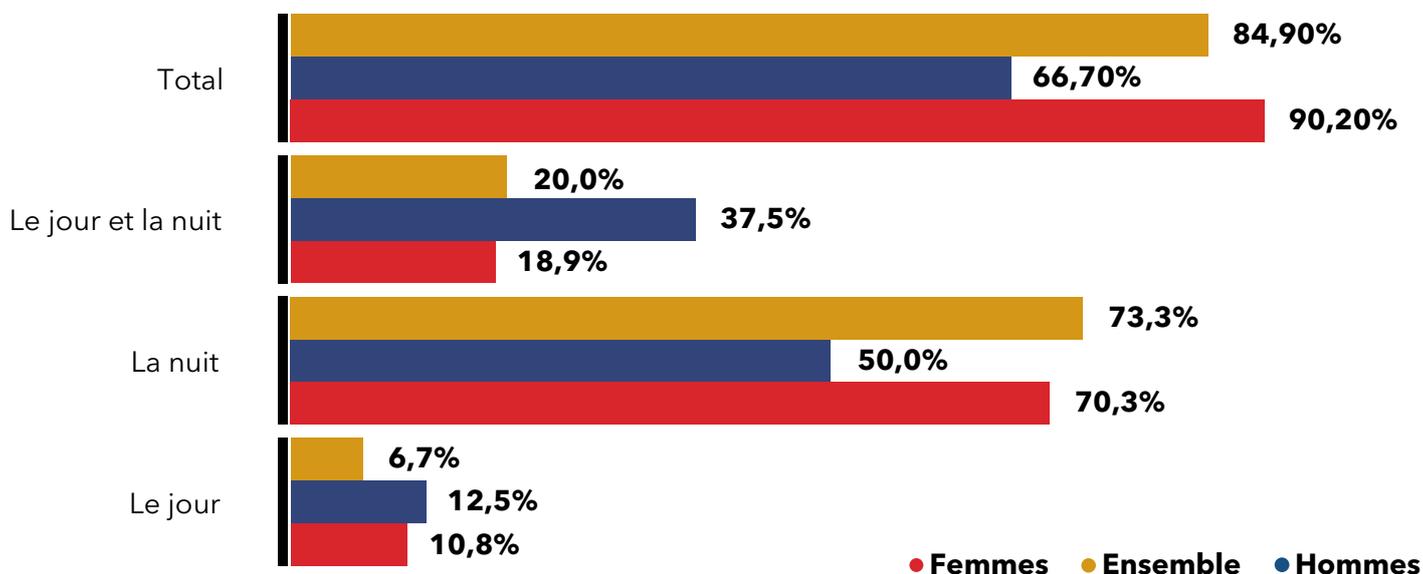


16. « Est-ce que votre quartier est bien desservi par les transports publics ? »

A travers les questions « Est-ce que votre quartier est bien desservi par les transports publics ? » et « Si oui, est-ce que ce service correspond aux besoins des usagers ? », on prélève que majoritairement (54,7%) les habitant(e)s du quartier Gbadji soulignent que leur quartier est bien desservi par les transports publics et que ce service correspond bien aux besoins des usagers.

Les différences selon le genre du répondant pour chacune des deux questions précédentes sont présentées à travers la figure 15 ci-dessous.

2.3. L'insécurité



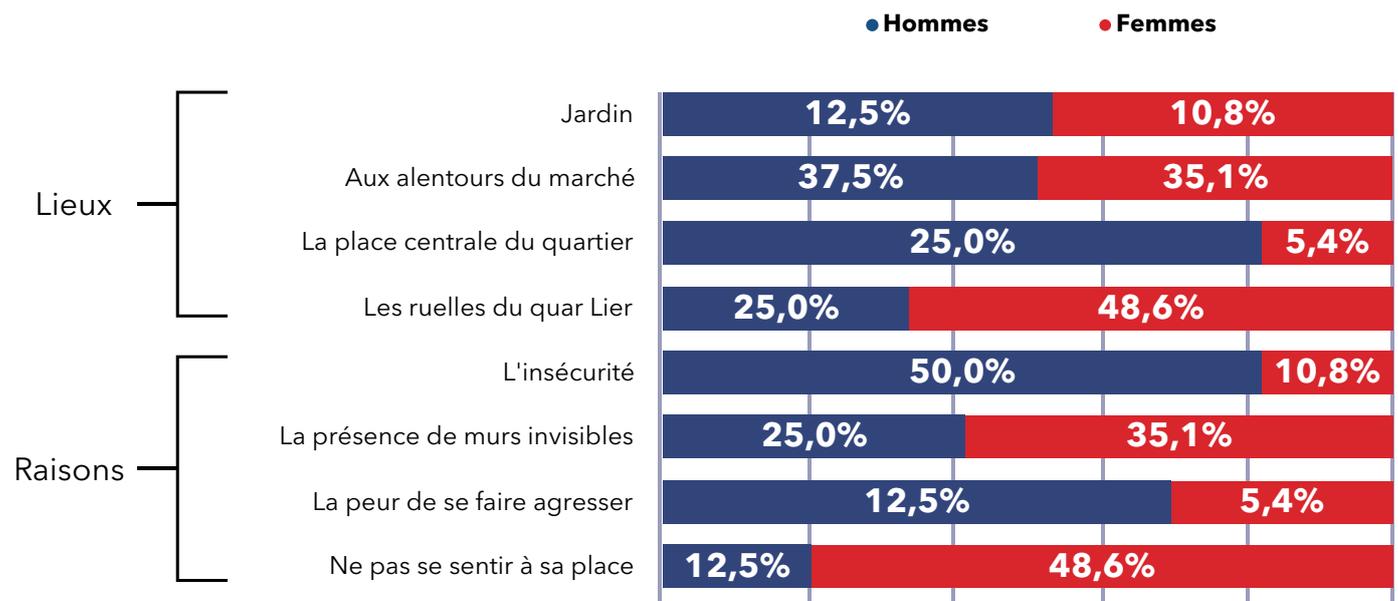
17. L'appréhension de l'espace public selon le genre

La question de l'insécurité est liée à l'appréhension variable de l'espace public en fonction des moments de la journée.

Cette perception est également dépendante du genre des personnes interrogées.

L'analyse des réponses recueillies à la question « Est-ce qu'il y a des lieux au sein de votre quartier où vous n'allez jamais ou rarement ? »

montre à travers les données du graphique 16 une différence significative entre les hommes (66,7%) et les femmes (90,2%) dans la manière d'appréhender l'insécurité dans l'espace public, dans le vécu objectif et subjectif ainsi que dans la façon de le penser.



18. Lieux et raisons évoquées concernant l'insécurité selon le genre

Généralement, l'espace public est vu significativement de manière plus problématique la nuit qu'en journée.

S'il n'y a presque aucune différence entre les hommes (12,5%) et les femmes (10,8%) dans la perception de l'espace public en journée, ce dernier est vu de manière significativement plus problématique en soirée par les femmes (70,3%).

L'analyse des données a montré que l'âge n'intervient pas dans ces ressentis (Fig.17).

Le sentiment d'insécurité dans les principaux lieux identifiés par les sondés est dû à différents ressentis en lien avec les lieux (jardin, aux alentours du marché la place centrale du quartier et généralement les ruelles du quartier), la présence de murs invisibles, la peur de se faire

agresser et le fait de ne pas se sentir à sa place.

Ces trois aspects sont significativement plus prégnants en soirée et sont corrélés au genre.

2.3.1. Les principaux souhaits d'amélioration sur le quartier

Proportion de citation			
	Femmes	Hommes	Ensemble
Marché municipal	12,2%	5,0%	15,1%
Place centrale du quartier	4,9%	16,7%	7,5%
Sécurité dans le quartier	48,8%	25,0%	43,4%
Propreté	4,9%		3,8%
Animation	7,3%	8,3%	7,5%
Les trottoirs	2,4%		1,9%
Des bibliothèques pour enfants	2,4%		1,9%
Booster les activités commerciales	2,4%	8,3%	3,8%
Éclairage public	2,4%	8,3%	5,7%
Booster les activités commerciales	7,3%	8,3%	7,5%
Activités pour les jeunes	2,4%		1,9%

4. Si vous devez améliorer certaines choses sur votre quartier, que diriez-vous ?

Globalement, presque la totalité (95%) a exprimé un souhait d'amélioration sur le quartier. Les éléments qui pourraient être améliorés sont principalement les suivants.

- Il ressort, encore une fois, l'attrait pour la sécurité dans l'espace public comme un premier souhait d'amélioration sur le quartier (43,4% de l'ensemble des réponses contre une proportion plus forte (48,8%) pour les femmes enquêtées).
- La dégradation des infrastructures du marché municipal, et par conséquent le souhait de donner une attention particulière à cet espace public de la part des responsables du conseil fera le bonheur de plus de quinze individus enquêtés sur 100 (15,1% contre une proportion d'un homme sur quatre, 25%). Par ailleurs, il a

été évoqué plus haut des problèmes d'insécurité dans le quartier aux alentours du marché municipal.

- La vie et l'animation du quartier : A part quelques activités commerciales, les habitants trouvent leur quartier très peu animé (7,5%). Cette demande est plus marquée chez les femmes commerçantes du quartier

Lorsqu'on a demandé aux sondés quelles sont les choses les plus urgentes à améliorer sur le quartier, de nouveau la sécurité de l'espace public est la réponse la plus citée (78%). Booster les activités commerciales de proximité et donner de l'importance à l'insertion professionnelle des femmes et des jeunes filles seraient également des domaines considérés comme des responsabilités municipales importantes,

arrivant au deuxième et troisième rang avec des taux d'approbation respectifs de 23% et 13,5%.

Enfin, il est à noter que l'analyse de ces dernières perceptions en fonction d'autres variables sociodémographiques comme la tranche d'âges, la catégorie socioprofessionnelle et

l'ancienneté de résidence à Gabadji n'ont pas constitué comme vecteurs de différenciation. Le tableau 4 ci-dessous résume les données analysées pour les souhaits d'amélioration sur le quartier.

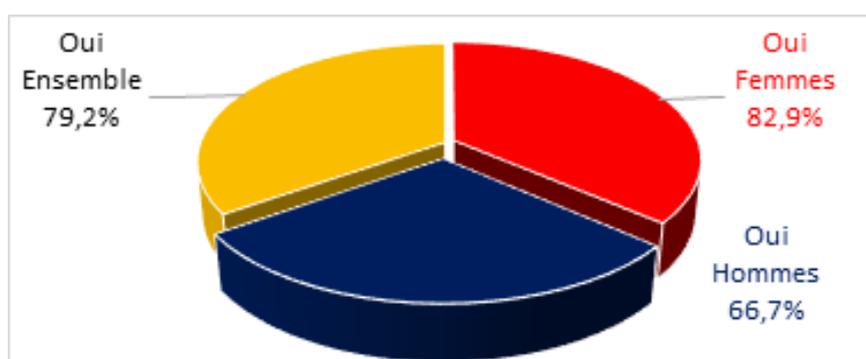
2.4. Le tissu social du quartier: les attributs et les contraintes

Dans cette section, on propose une restitution synthétique des témoignages recueillis auprès des sondés sur certains aspects de leur vécu au sein du quartier Gabadji.

méthodologique et notamment à la lumière des caractéristiques de l'échantillon exposées plus haut.

A ce titre, les propos et commentaires qui seront développés doivent être placés dans le contexte inhérent à l'étude, son approche

2.4.1. Perceptions des relations et affinités de proximité



19. « Avez-vous des relations ou des affinités avec les habitants du quartier ? »

L'enquête s'est intéressée, entre autres aspects et thèmes, à la nature du lien social qui prévaut dans un quartier comme celui de Gabadji.

Dans une acception générale, le lien social pourrait être défini comme un ensemble de forces analysant des rapports ou de caractéristiques décrivant des traits ou de mécanismes étudiant les interactions qui permettent d'appréhender les rapports que les individus entretiennent entre eux et, simultanément, leur rattachement à la collectivité ou le regroupement ainsi que leurs perceptions quant aux perspectives du quartier.

Il est en effet admis que les relations définissent un aspect essentiel de l'être social pour un individu donné.

L'analyse de la dynamique des liens sociaux

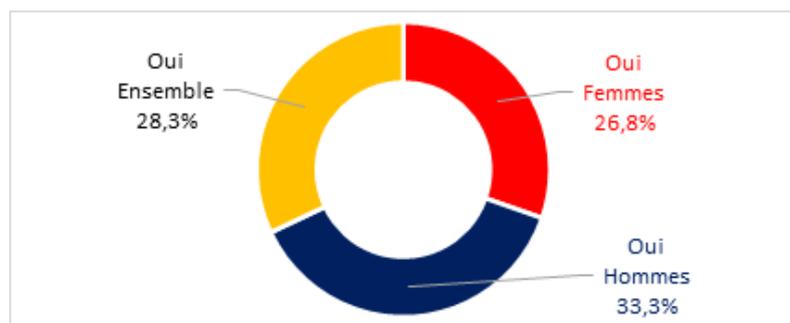
dans certains espaces territoriaux traditionnels participe d'une approche critique dans la manière d'appréhender et de concevoir le lien social dans de tels environnements.

Dans cette optique, les individus interrogés témoignent d'une affinité presque régulière avec les habitants du quartier (79,2%). En plus, il ressort des données de la figure 18 ci-dessous que les femmes ont plus de relations et d'affinités avec les habitants du quartier (82,9%) contre un taux d'un homme sur trois (66,7%).

Cette affinité relativement régulière et continue se manifeste notamment lors de certains événements (fêtes, décès ou autre).

Pour les hommes, cette affinité peut se développer et prendre un caractère amical.

2.4.2. Solidarité et entraide de proximité



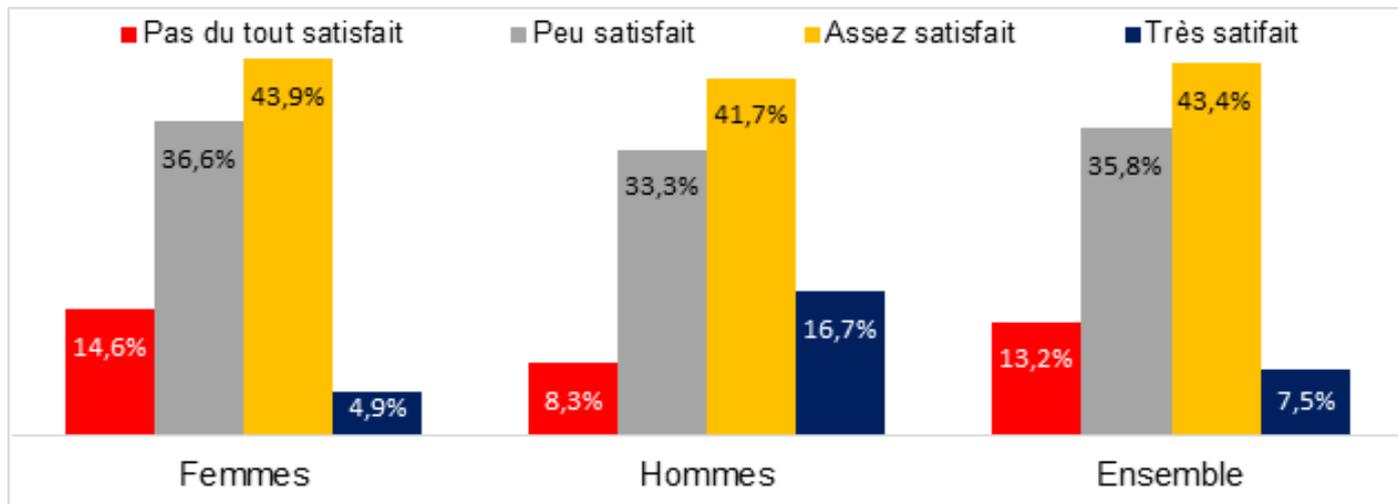
20. « Vous trouvez qu'il y a de la solidarité entre les habitants du quartier ? »

En même temps, et en dépit de cette affinité relativement régulière et continue qui s'est tissée dans les rapports, ces derniers demeurent marqués simultanément par une sorte de superficialité, une faible solidarité entre les individus : près seulement d'une personne sur trois (28,3%) qui déclare trouver qu'il y'a de la solidarité entre les habitants du quartier.

Toutefois, l'analyse genrée des jugements, formulés par les enquêtés, concernant la solidar-

ité sociale dans le cadre du quartier permet de mettre en évidence une différenciation relative : 26,8% pour les femmes contre 33,3% pour les hommes, ce qui justifie l'existence d'attitudes typiques à l'égard de la cohésion sociale, et du coup une intégration sociale difficile (Fig.19). En fait, le lien social décrit le mode selon lequel un individu invente en même temps qu'il reproduit son intégration dans les groupes auxquels il participe.

2.4.3. Qualification des rapports entre les habitants du quartier



21. Degré de satisfaction des relations avec autrui

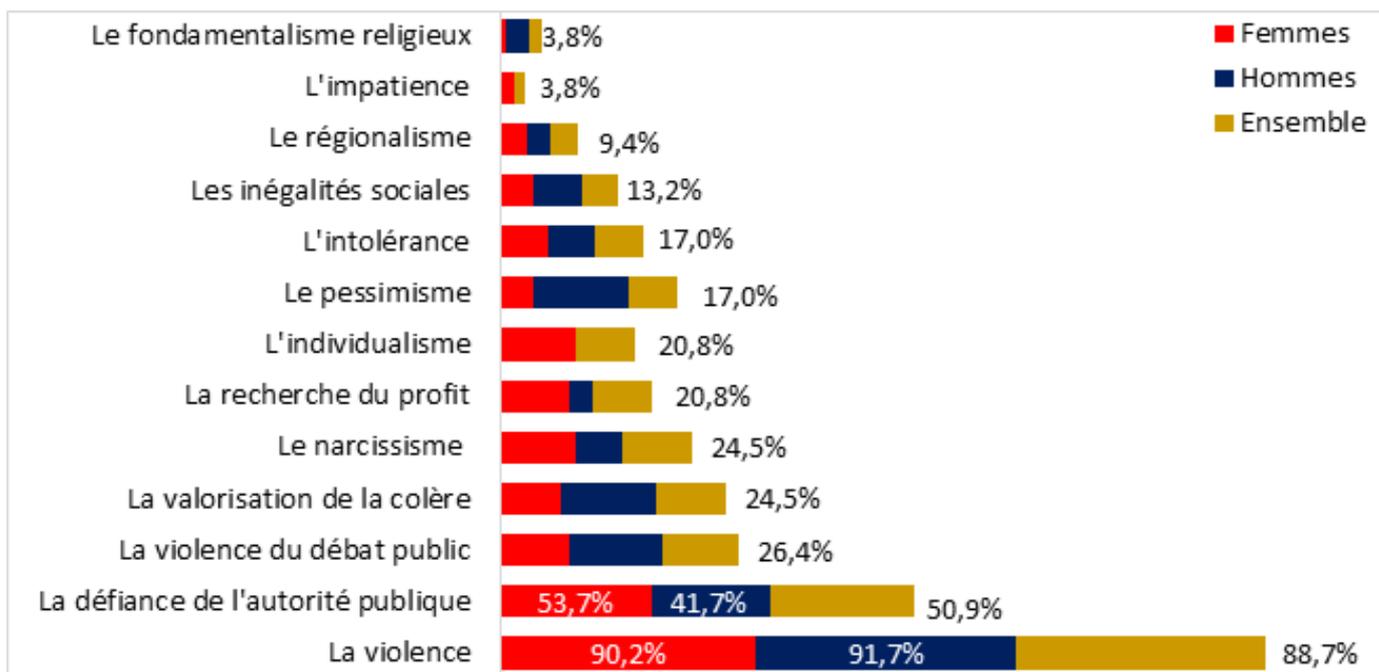
Le paradoxe au niveau de la « qualification » des rapports ou leur dualité est justifié dans les témoignages des répondants à l'enquête par le manque de confiance qui caractérise les rapports sociaux au quotidien.

Une situation à laquelle les individus semblent pourtant s'en satisfaire et s'y accommoder : le degré d'insatisfaction est seulement de 13,2% pour l'ensemble des enquêtés avec une ap-

probation d'insatisfaction de 14,6% pour les femmes contre seulement 8,3% pour les hommes.

On note de plus, d'après les données de la figure 20, que globalement les femmes sont légèrement moins satisfaites (85,4%) que les hommes (91,7%).

2.4.4. Facteurs ou comportements reniés ou invalidés

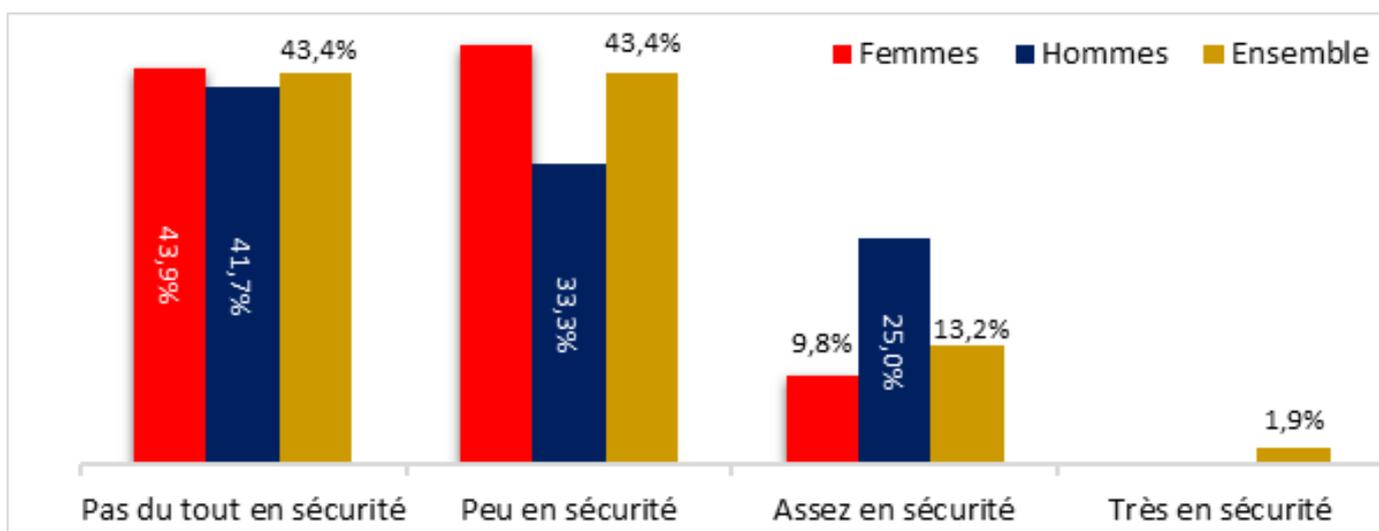


22. Facteurs ou comportements reniés ou invalidés

Suite à cette satisfaction globale exprimée par les habitants du quartier, l'acceptation ou l'assimilation du contexte se reflète également dans la neutralité exprimée quant à l'utilisation ou l'occupation des espaces publics.

ités sociales (13,2%), intolérance (17%), pessimisme (17%) et l'individualisme (20,8%) ne viennent entacher les rapports entre les habitants comme le montre l'analyse des données recueillies dans la figure 21 suivante.

D'ailleurs, aucun cliché, aspect négatif ou facteur préjudiciable (le fondamentalisme (3,8%), impatience (3,8%), régionalisme (9,4%), inégal-



23. Facteurs ou comportements reniés ou invalidés

Dans ce témoignage, des valeurs morales et de nobles principes sont plébiscités par les personnes interrogées. Probablement, la traduction des repères qui façonnent au bout du compte un « équilibre » entretenu des rapports et relations entre les individus du quartier. Le constat suggère un type de structure sociale communautaire traditionnel dans lequel se différencient les relations sociales, mais où on devine la substitution à l'individualisation et à la rationalisation de principes de tolérance, de sobriété au sein de la communauté.

En revanche, à l'évidence, violence et insécurité sont les seules ombres au tableau révélées par le graphique 21 ci-dessus.

Dans cet environnement, le sentiment d'insécurité prévaut aussi bien chez les hommes (41,7%) que pour les femmes (43,5%), certes plus marqué chez ces dernières estimant qu'elles sont plus exposées à d'éventuels actes de violence (Fig.22).

Toutefois, dans leur grande majorité, les femmes interrogées ne déclarent pas avoir subi directement ou bien être témoin d'un acte ou d'une forme de violence (vol ou perte de biens matériels, violence physique ou verbale, insultes, menaces, commentaires injurieux ou harcèlement) comme le prouve les données résumées dans la figure 24 ci-dessous.

Toutefois, il est possible que **la réputation du quartier** et **les on-dit** alimentent l'image et le ressentiment qui se sont construits sur l'insécurité de la femme et violence faite aux femmes dans le quartier.

Selon les données commentées plus haut, comment alors expliquer la résurgence de la violence dans un groupement affichant des valeurs et des comportements favorisant la cohésion sociale. L'analyse devrait situer les actes de violence dans un contexte relationnel, organisationnel et social et permet de comprendre l'émergence de situations violentes que les actes révèlent. En ce sens que, aucune violence n'est gratuite ou accidentelle dans un tel environnement.

Elle est souvent, et quelques soient ses formes, une réaction à d'autres violences, qui elles sont

éventuellement plus « **discrètes** », **banalisées**, voire **légitimées**.

Les éléments de lecture véhiculés par l'enquête orientent vers une approche de la violence comme facteur constitutif de l'ordre social dans des situations de la vie quotidienne. Partir d'une dichotomie entre une société pacifiée et **des violences aux marges** ne permet pas de comprendre pleinement en quoi les violences participent à la formation de l'ordre social.

Les penser de façon conjointe conduit à s'intéresser à leur combinaison dans des regroupements sociaux similaires au quartier Gabadji, c'est-à-dire dans les arrangements stabilisés de relations entre individus.

2.4.5. Obstacles perçus à l'égalité Femmes-Hommes

Les femmes et les hommes ont des opportunités d'emploi différentes



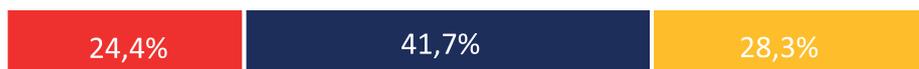
Les garçons et les filles sont traités différemment lorsqu'ils grandissent



Les femmes et les hommes ne peuvent pas exercer le même niveau de contrôle sur leurs corps



L'occupation et le partage de l'espace public n'est pas le même entre les hommes et les femmes



La religion et la culture ne traitent pas les femmes et les hommes sur le même pied d'égalité



24. Obstacles perçus à l'égalité Femmes-Hommes

Le sondage a exploré les raisons pour lesquelles les femmes et les hommes interrogés ont personnellement le sentiment que l'inégalité des sexes existe.

Il a été demandé aux participantes et participants de sélectionner jusqu'à trois raisons parmi les dix qui leur étaient proposées.

Il ressort des données recueillies, deux raisons sont particulièrement identifiées comme constituant des obstacles à l'égalité des sexes :

- « Les femmes et les hommes ont des opportunités d'emploi différentes ». Cet enjeu est cité comme la première ou la seconde cause d'inégalité des sexes. En moyenne, 56,6% des personnes sondés ont sélectionné cette raison.
- « Les garçons et les filles sont traités différemment lorsqu'ils grandissent », a été sélectionné comme la première ou la seconde raison. En moyenne, 45,3% des personnes interrogées ont sélectionné cette cause.

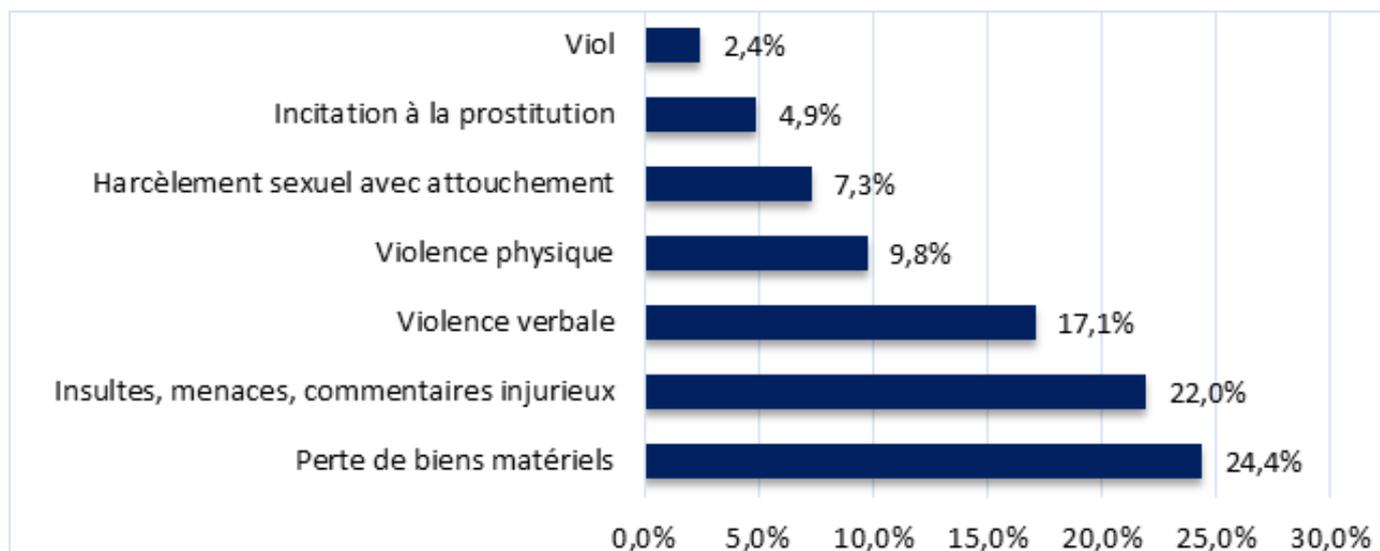
Du point de vue des habitant(e)s sondé(e)s, ces deux raisons constituent les principaux obstacles à l'autonomisation économique des femmes. « Les femmes et les hommes ne peuvent pas exercer le même niveau de contrôle sur leurs corps » s'avère être la troisième raison

la plus souvent citée pour expliquer pourquoi les femmes ne peuvent être les égales des hommes, avec une moyenne de 37,7% des répondants. Finalement, en considérant la persistance des écarts entre les sexes en matière de tâches ménagères et les responsabilités parentales non rémunérées, « les tâches ménagères et les responsabilités parentales non rémunérées ne sont pas partagés de manière égale entre les hommes et les femmes » est la raison la moins souvent citée pour expliquer les inégalités entre les sexes (en moyenne de 1,9% des personnes ont sélectionné cette option)

Du point de vue des habitant(e)s du quartier Gabadji, il semble que les inégalités entre les sexes proviennent davantage (i) « d'opportunités d'emploi différentes entre femmes et hommes » ; (ii) du fait que « les garçons et les filles sont traités différemment lorsqu'ils grandissent » ; (iii) « les femmes et les hommes ne peuvent pas exercer le même niveau de contrôle sur leurs corps » et relativement moins d'une occupation et d'un partage inégal de l'espace public entre les hommes et les femmes.

La figure 23 montre seulement les 5 premiers obstacles perçus par les habitants à l'égalité Femmes-Hommes.

2.5. Abus, violation des droits humains et VBG



25. Obstacles perçus à l'égalité Femmes-Hommes

L'analyse des réponses des sondés aux questions des volets précédents, la question de la sécurité et celle connexe des agressions et des violences ont émergé d'elles-mêmes, très rapidement, comme si elles faisaient partie intrinsèque de l'expérience que font les femmes des espaces publics.

Alors que la définition ambiguë des espaces publics renvoie avant tout à des représentations et au sentiment de ne pas être en sécurité. Cette association entre féminité, espace public et danger est également renforcée par des expériences d'insultes, de menaces, d'agressions et des actes effectifs qui viennent rappeler aux femmes qu'elles se doivent de négocier leur présence et leur légitimité lorsqu'elles déambulent dans les espaces publics.

A travers les réponses aux questions de ce volet IV du questionnaire de l'enquête, les différentes femmes interrogées ont témoigné des multiples entraves qu'elles rencontrent, des violences dont elles sont couramment la cible et qui fonctionnent comme autant de rappels à l'ordre genré.

Quelles formes prennent ces obstacles à l'appropriation de l'espace public par les femmes ? De quelles façons se déclinent-ils ? Comment les femmes réagissent-elles ? Se mouvoir, être légitime dans l'espace public ne va pas de soi et les inégalités d'accès, de visibilité et de mou-

vement y sont saillantes.

Plus exactement, lorsqu'on a demandé aux personnes sondées « Au cours des cinq dernières années, étiez-vous victime des faits suivants dans votre quartier ? », la réponse de presque les trois-quarts d'entre elles était positive : près d'une femme sur quatre a cité la « perte de biens matériels ».

« Les insultes, les menaces et les commentaires injurieux » ont capitalisé 22% des réponses, « la violence verbale » (17,1%) et la violence physique (9,8%) sont les trois principaux types de violence mentionnés qui suivent.

Viennent, enfin, « le harcèlement sexuel avec attouchement » (7,3%), l'incitation à la prostitution (4,9%) et le viol (2,4%) en dernier lieu comme prévalence de types de violence.

Il est à noter que l'analyse des réponses à cette dernière question fait ressortir que les femmes (75%) sont plus portées que les hommes (25%) à parler de violence dans le quartier (Fig.24).

Le profil des auteurs des violences et/ou des agressions reste une interrogation importante. Dans la présente enquête, les préjugés relatifs au nombre et à l'âge des auteurs se dissipent au bénéfice d'une description plus précise, en fonction des cas. Les auteurs ne sont pas, de manière significative, plus souvent seuls

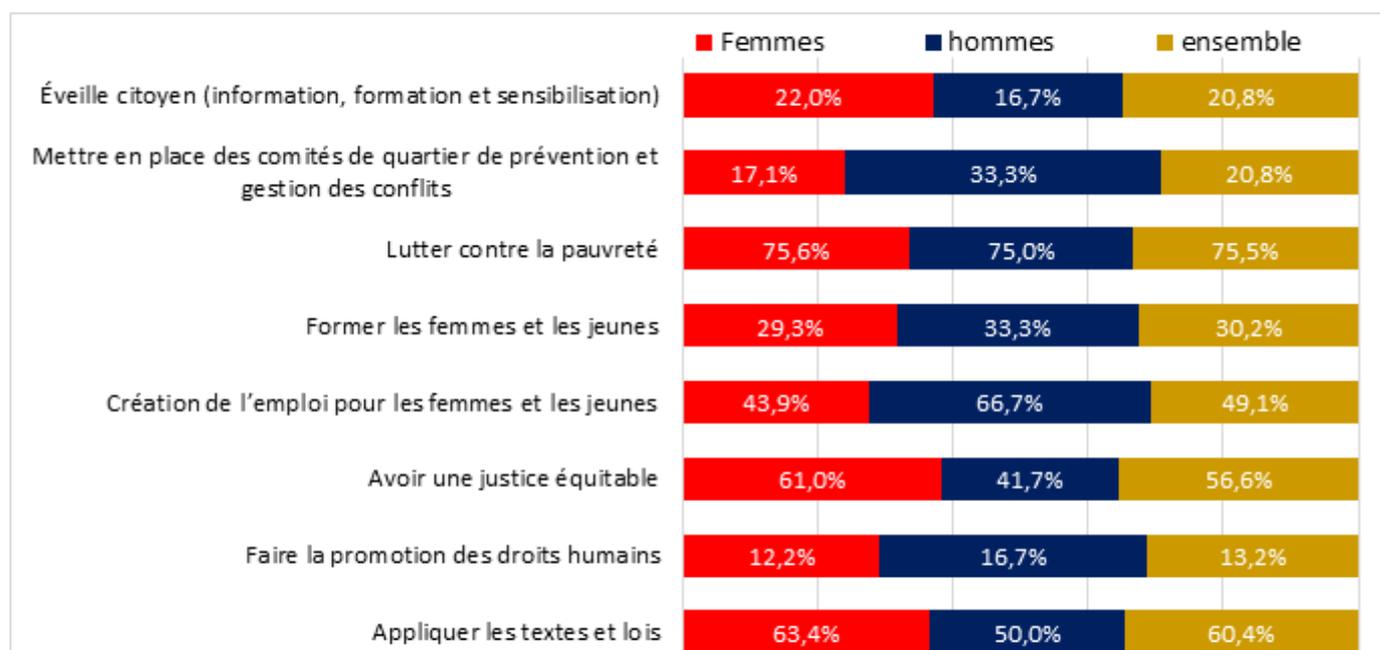
qu'en groupe, leur profil renvoie plutôt à des hommes jeunes (15 - 24 ans avec une proportion de l'ordre de 80%), en ce qui concerne les phénomènes de harcèlement verbal, et à des hommes plus âgés, concernant les agressions sexuelles (attouchements).

Par ordre de proportion, les principaux auteurs de ces agressions sont respectivement des habitants du quartier, des visiteurs au quartier et

des membres masculins de la famille.

Enfin, le croisement entre ces aspects de violence faites aux femmes du quartier avec la variable âge a prouvé que cette violence touche toutes les tranches d'âge.

2.6. Mesures et/ou actions pour lutter contre les abus, la violation des droits humains et VBG



26. Mesures et actions pour lutter contre les abus, la violation des droits humains et VBG

Les femmes interrogées valident une série de mesures ou actions, qu'elles jugent appropriées pour contrer les abus, la violation des droits humains ainsi que les violences basées sur le genre. Ainsi, comme le montre l'analyse des données recueillies à la question

« Quelles suggestions et recommandations faites-vous, pour la lutte contre les abus, la violation des droits humains et les violences basées sur le genre (VBG) ? » présentée par la figure 25 ci-dessous, à leurs yeux, la lutte contre la pauvreté (75,6% avec presque le même taux pour les hommes, 75%) et l'application des textes et des lois (63,4% et avec une approbation d'un homme sur deux, 50%) constituent des leviers majeurs sur lesquels il y a lieu d'agir prioritairement.

A un second niveau de priorité, les actions de sensibilisation, d'information et la formation des jeunes (22% contre seulement une proportion de 16,7% pour les hommes) constituent également des domaines particulièrement importants dans cette perspective.

Le fait de réclamer fort que les lois et textes soient concrètement appliqués (63,4%), le rejet massif de la médiation et l'objection émise par les femmes concernant l'instauration de

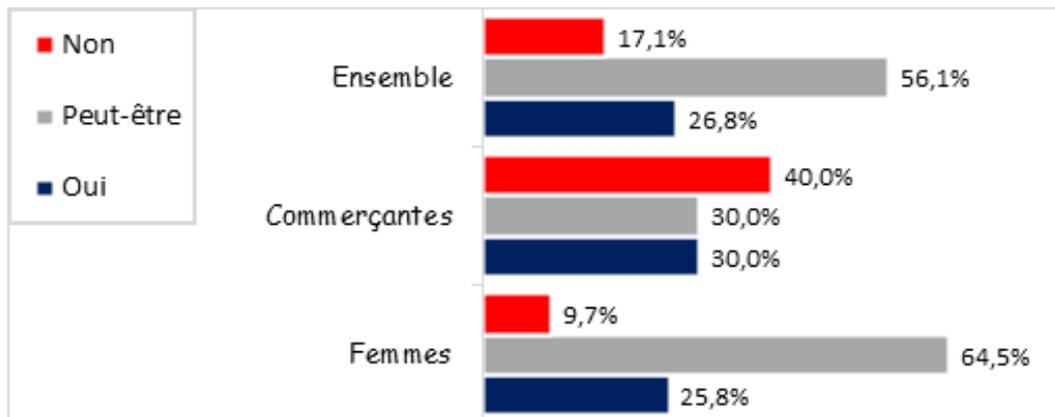
comités de quartier -17,1%) pour la prévention et la gestion des conflits soulignent de nouveau le constat relevé plus haut d'un manque de confiance et d'une méfiance par rapport à l'intervention de l'autorité publique locale dans la régulation ou l'organisation de la vie sociale dans le quartier.

C'est incontestablement l'un des messages clefs qui ressortent de l'enquête.

Des efforts doivent être déployés par les pouvoirs publics, en coordination avec les partenaires sociaux ou organisations impliquées dans ce type de problématiques, afin qu'ils soient associés comme acteurs incontournables et reconstruire un crédit de confiance auprès des habitants du quartier.

2.7. Questions générales

2.7.1. Degré de confiance dans les institutions locales



27. Mesures et actions pour lutter contre les abus, la violation des droits humains et VBG

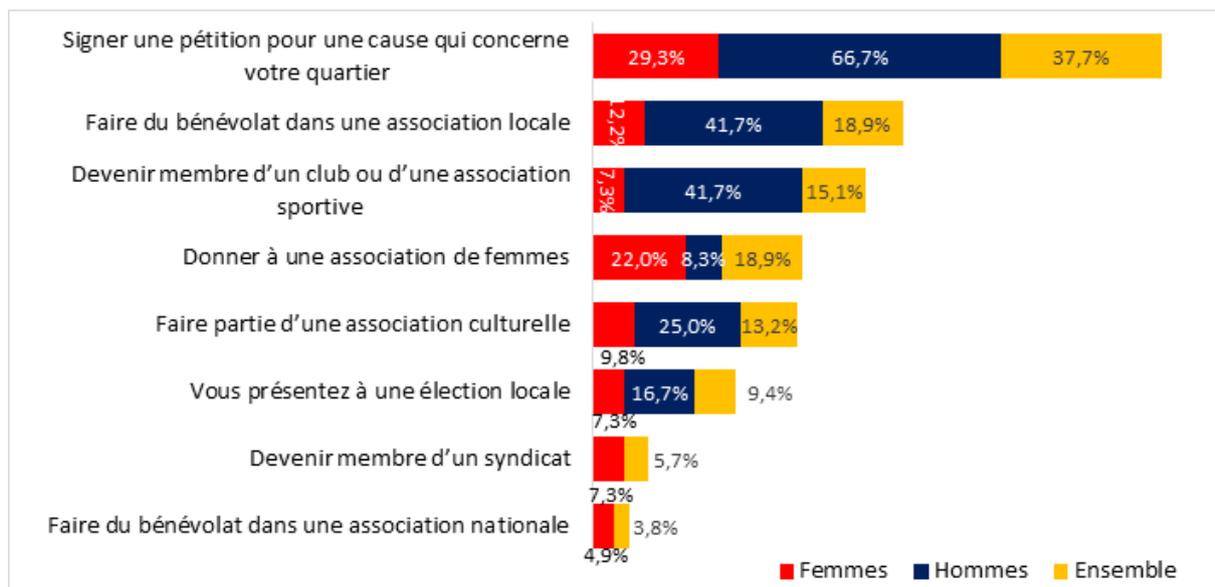
Dans un contexte marqué par des inquiétudes récurrentes quant à l'avenir de la démocratie et de l'État de droit en Tunisie, la confiance des citoyens dans les institutions locales est un enjeu majeur.

Interrogés sur l'aide possible des autorités locales, les sondés ont exprimé une vraisemblance éventuelle avec une approbation de l'ordre de 56,1%.

La défiance par rapport à l'autorité locale est exprimée avec une proportion de 17,1% pour l'ensemble des femmes.

Il ressort aussi des données de la figure 26 ci-dessous que plus d'une femme sur quatre (25,8%) estime que les autorités locales ne peuvent venir à son secours contre une femme commerçante sur trois (30%).

2.7.2. Participation citoyenne, politique et civique



28. Proportions d'acceptation des participations citoyenne, politique et civique

Dans les paragraphes précédents, nous avons signalé le manque de confiance entre les individus, mais également un mélange de défiance et méfiance par rapport à l'autorité locale, au point que les personnes interrogées ne voient pas l'utilité de s'organiser à travers un comité de quartier par exemple.

C'est aussi le cas des femmes du quartier qui ont tendance à prendre leur distance par rapport aux événements de participation citoyenne et ne s'impliquent activement dans les décisions concernant l'avenir du quartier, ni dans les actions collectives pour résoudre un problème à l'échelle du quartier.

La méconnaissance et le désintérêt pour les structures associatives ou autres initiatives d'appui aux femmes victimes de violence en est une autre illustration.

Pour dire que, en alternative à toute forme de régulation imposée ou jugée intrusive, les individus orientent leurs actions et se créent implicitement un schéma de régulation propre ou un contrat social tacite aux relations de la vie quotidienne.

Le vivre ensemble dans le quartier est vécu avec une sorte de résignation. Dans la mesure où les individus expriment le sentiment (ou l'impression) de partager un projet collectif ou un destin commun avec une histoire

et un héritage bien assimilé. D'ailleurs, les transformations ne semblent pas impacter l'organisation sociale au sein du quartier, conservant les mêmes valeurs ou repères et la stabilité des représentations collectives qui circonscrivent les caractéristiques du lien social pour donner un certain sens à ce dernier.

Le pourcentage de citoyens du quartier Gabadji âgés de 18 ans et plus qui ont déclaré ne pas participer activement à la vie civile ou politique (parti politique, syndicat professionnel, association ou club sportif) est de l'ordre de 94,6%.

Cette proportion augmente chez les femmes pour atteindre 96,8% comparée à 92,2% des hommes.

La majorité des interviewées qui ne se sont pas engagés estiment qu'ils n'ont pas suffisamment de temps pour s'engager dans de telles activités, et expliquent leur manque d'implication en affirmant que les organisations sont une perte de temps.

Même si environ 10% ont déclaré que leur manque d'implication est principalement dû au manque d'organisations dans la région où ils vivent, et 20% est dû au manque d'idée ou connaissance de ces organisations (Fig.27).



Les recommandations

3

IV. Les recommandations

Dans cette dernière partie, et en vertu de tout ce qui a été présenté plus haut en termes d'analyse des données recueillies lors des deux enquêtes qualitative et quantitative, nous proposons d'opter pour une démarche orientée, permettant de transformer les conclusions tirées de nos deux études en des recommandations opérationnelles.

Cette transformation, tout en intégrant les constats et propositions issus des deux enquêtes, devra par la même, prendre appui sur une lecture globale de la situation générale du pays et tenir compte de la spécificité du contexte social actuel en Tunisie, des atmosphères générales, des moyens à disposition et de la facilité ou non de mise en œuvre.

De ce fait, et puisque nos recommandations sont adressées sous forme de propositions ou de mesures ciblant d'une part Cities Alliance pour garantir l'efficacité et l'efficience de l'exécution du projet, les décideurs politiques locaux et nationaux, à la société civile ainsi qu'à toutes les parties prenantes du projet Femmedina, elles ont pour but essentiel d'améliorer l'engagement social, culturel, politique, institutionnel et économique des femmes.

A. Mesures proposées pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans la gouvernance et le développement local

- La mise en place d'un dispositif de promotion et de monitoring de l'intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la gestion des affaires locales.
- Promouvoir le renforcement de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale et l'action municipale.
- L'élaboration d'un plan d'actions pour l'intégration du genre dans la décentralisation et la gouvernance locale s'appuyant sur des outils nécessaires à sa réussite et à son appropriation par les acteurs locaux et nationaux, comme par exemples :
-

-La préparation d'un guide à l'intention des acteurs locaux sur les procédures et démarches d'intégration du genre dans les institutions locales (municipalités, représentations régionales et locales des départements ministériels).

-La rédaction d'un manuel de formation pour renforcer les compétences des acteurs locaux et les femmes au niveau local.

-La budgétisation sensible au genre dans l'administration et les finances au niveau local.

-La création d'une base de données désagrégée par sexe, fondée sur des indicateurs locaux sociaux, économiques et culturelles.

-La mise en place d'un dispositif permettant de jouer le rôle de mécanisme de veille pour auditer les textes d'application des nouvelles lois réglementant la décentralisation, d'un point de vue du genre.

- Faciliter la veille citoyenne et la redevabilité avec la société civile afin de lutter contre les inégalités de genre de manière coordonnée entre toutes les parties prenantes au niveau local et national. En particulier, ceci permettra d'observer et de suivre de près de manière continue les transformations du quartier afin d'évaluer leur impact sur l'organisation sociale au sein du quartier ;

- Renforcer l'application du principe de base d'une démocratie représentative : les membres du conseil municipal (soit élus ou nommés) doivent connaître les aspirations de la population, et en particulier les femmes, en ce qui concerne leurs attentes de la part de la commune. Une façon de réaliser de tels échanges est d'organiser des réunions préparatoires avant chaque réunion de conseil ordinaire, et pour lesquels les citoyens sont invités en prenant en compte l'aspect genre et l'âge des participants.

- Inclure l'analyse des questions de genre, l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes en tant que parties intégrantes de toutes les stratégies et plans d'actions ainsi que

tous les projets urbains de la ville de Sousse.

- Promouvoir le renforcement de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale et l'action municipale.

- Sensibiliser les médias, notamment les radios régionales et locales, à l'importance de l'adoption de l'approche genre au niveau local.

- Articuler la prise en compte du genre avec d'autres « mainstreaming ». Le genre fait partie des critères de certaines organisations (comme Cities Alliance), mais il est souvent réduit dans les projets à un petit paragraphe, au même titre que d'autres approches dont les bailleurs demandent aussi l'intégration transversale : protection de l'environnement, prise en compte du handicap, etc. L'exemple d'une recherche-action sur un projet d'infrastructure urbaine intégrant genre (le cas du programme Femmedina), montre que dans ces différents domaines, on peut trouver des points d'entrée permettant de renforcer la cohérence et l'efficacité globale de l'action.

- Mettre en œuvre des interventions tenant compte de la problématique femmes-hommes et à intégrer systématiquement une perspective de genre dans la mise en œuvre, la budgétisation, le suivi et l'évaluation du programme Femmedina qui cherche à répondre à un souci d'efficacité et d'efficience dans la réalisation des actions en faveur de l'autonomisation économique des femmes de la Medina.

B. Mesures proposées d'ordre social et politique

- L'élaboration et la mise en œuvre d'un dispositif d'assistance sociale afin de promouvoir l'inclusion sociale, économique et culturelle des femmes urbaines

- L'aménagement, l'amélioration et l'équipement des espaces publics pour qu'ils deviennent plus sûrs pour les femmes et plus favorables à leur engagement social et à leur participation.

- Renforcer la participation des femmes du quartier dans les décisions concernant l'avenir du quartier puisque ces dernières ont tendance à prendre leur distance par rapport aux événements de participation citoyenne et ne s'impliquent activement dans les actions collectives.

- Renforcer l'engagement et l'implication des femmes dans les organisations et associations de la société civile de la région en faisant la promotion de ces organisations.

- Encourager les femmes du quartier à la participation aux différentes formes d'élections, comme les prochaines élections des représentants locaux, malgré les lourdes charges familiales des femmes, affectant leur disponibilité pour la vie publique.

- Identifier les femmes leaders au niveau de la ville de Sousse ainsi que les femmes influentes dans la société pour les associer à la diffusion des messages.

C. Mesures proposées pour encadrer et outiller la municipalité de Sousse en vue d'une programmation de l'aménagement spatial sensible au genre

- Veiller à l'intégration de l'approche genre dans le processus de l'exécution des projets urbains de la ville de Sousse ;

- La conception d'espaces publics qui encourage les femmes à mener de multiples activités, professionnelles soient-elles ou récréatives, dans un environnement sûr et sécurisé.

- Renforcer la sécurité dans les ruelles du quartier afin de faciliter la mobilité et les déplacements des femmes le jour comme la nuit.

- Sécuriser la place centrale du quartier et aux alentours du marché municipal.

- La création des espaces de jeux et des bibliothèques pour les jeunes et les moins jeunes ;

D • Mesures proposées pour encourager l'insertion des femmes les plus vulnérables dans le tissu économique local

- La mise à disposition de services de soutien adéquats aux femmes qui exercent des activités économiques au sein du quartier, comme la formation et l'accompagnement dans l'extension de leurs activités économiques
- La mise en place de comités professionnels pour les femmes commerçantes du quartier afin de booster leurs différentes activités économiques.
- Afin d'amener les commerçantes informelles du quartier Gabadji dans le secteur formel de manière progressive en leur offrant des possibilités d'améliorer leurs conditions de travail, le service social de la municipalité de Sousse doit réserver un emplacement dans l'enceinte du marché municipal de Gabadji et leur propose des étals à louer de manière journalière à bas prix. Des assistantes sociales doivent aussi être présentes sur le marché pour leur proposer un accompagnement et des conseils sur les activités et l'organisation de leur vie.

E • Aménager le territoire pour lutter contre les VBG

- L'installation d'éclairages spécifiques autour du marché municipal pour faciliter les déplacements des femmes la nuit, ayant des impacts immédiats en termes de sécurité pour les femmes travaillant le soir.
- La mise en place d'un réseau de réflexion entre partenaires chargés de la sensibilisation du public sur les violences à l'égard des femmes dans l'espace urbain. L'organisation périodique de marches exploratoires de nuit et de jour avec les femmes et les membres du réseau dans le but d'améliorer l'aménagement de l'espace et d'identifier les lieux sensibles.
- La mise en place d'un outil de gouvernance locale qui consiste à organiser des séances de

dialogue entre les femmes, les leaders du quartier et les autorités locales sur les questions de sécurité urbaine. Ces débats peuvent améliorer la capacité d'organisation des femmes face à l'insécurité dans le quartier.

- La mise en place de moyens et services de proximité pour que les femmes du quartier puissent signaler les abus et les violations, et recevoir ainsi le soutien matériel et psychologique nécessaires.

Toutes les photos © Cities Alliance

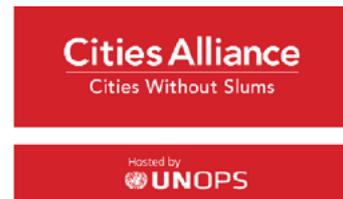
Sauf indication contraire.

Toutes les illustrations correspondent à celles de freepik.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération Suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC



Cities Alliance
UN House
Boulevard du Régent 37
1000 Brussels, Belgium

Cities Alliance Tunisie
Immeuble Saray B6
Rue du Lac Huron
1053 Les berges du lac , Tunis

 www.citiesalliance.org
 @Cities Alliance
 @CitiesAlliance